

The background of the page features a network diagram with several nodes (small circles) connected by thin lines, creating a web-like structure. The nodes are positioned at various points across the page, with lines connecting them in a non-uniform pattern. The overall color scheme is light beige and brown.

RESOLVE

NETWORK

Méfiance et déséquilibre :

L'effondrement des relations intercommunautaires et la montée de la mobilisation communautaire armée à la frontière Niger-Mali

Dr Rahmane Idrissa et Bethany McGann

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	1
PRINCIPALES CONCLUSIONS	3
INTRODUCTION	4
MÉTHODOLOGIE.....	7
CONTEXTE HISTORIQUE	8
<i>Un équilibre précaire : peuple, lieu, pouvoir</i>	8
<i>Les agents du conflit : acteurs armés et violence (autrefois limitée)</i>	13
CONCLUSIONS	16
<i>Violence et méfiance</i>	16
<i>L'interdépendance et l'État</i>	19
REVOIR LA NOTION D'ÉQUILIBRE :	
TENDANCES HISTORIQUES ET POLITIQUES.....	23
<i>Évolution historique</i>	24
<i>Changement politique</i>	25
RECOMMANDATIONS	27
CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIE	31

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du RESOLVE Network, de l'U.S. Institute of Peace ou de toute autre entité du gouvernement des États-Unis

SYNTHÈSE

Dans une grande partie du Sahel-Sahara,¹ où l’empreinte de l’administration régulière et la présence de l’État sont limitées, les relations communautaires et intercommunautaires sont essentielles à la résolution des questions litigieuses et au maintien de la paix. Cependant, ces relations sont façonnées et alimentées par des histoires et des traditions pouvant être sources de conflits et de griefs, en particulier lorsque la concurrence pour l’espace et les ressources est exacerbée par le stress écologique, la pression démographique et l’insécurité généralisée, comme cela a été le cas au cours des dernières décennies. Malgré des points de pression persistants et des crises occasionnelles, les relations communautaires permettent l’instauration d’équilibres précaires grâce à des mécanismes tels que les institutions traditionnelles ou l’économie d’échange. Ces mécanismes d’équilibre opèrent au niveau des acteurs de la gouvernance formels et informels et sont mis en œuvre par le biais de négociations politiques complexes et de normes sociales gérant les conflits de bas niveau, avec ou sans intervention des acteurs étatiques. Les chocs contemporains que l’extrémisme violent et les menaces sécuritaires militantes ont occasionnés au système ont rompu ces relations et entraîné une spirale de violence.²

Des dynamiques similaires sont observées dans les régions du sud-ouest du Niger, le long de sa frontière nord avec le Mali et de sa frontière occidentale avec le Burkina Faso. La zone frontalière du Mali, du Niger et du Burkina Faso est un lieu de violence endémique. La zone est en proie à de fréquentes attaques anti-étatiques perpétrées à la fois par l’autoproclamé État Islamique (EI) et le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM) d’Al-Qaïda, à l’assassinat ciblé de chefs traditionnels, ainsi qu’à des attaques contre les marchés et autres lieux de rassemblement socio-économiques qui servent par ailleurs de mécanismes centraux pour la préservation des interactions intercommunautaires normalisées. En outre, des interventions militaires étrangères (en particulier l’opération Barkhane menée par la France) et une guerre insurgée asymétrique opposent de multiples acteurs étatiques et non étatiques équipés d’armes lourdes, ajoutant un niveau d’insécurité et de menace supplémentaire aux yeux des communautés locales. 2019 et 2020 ont connu les pires pics de violence contre les civils depuis l’internationalisation du conflit en 2013 (marquant le début de l’opération française). Un nombre important de morts est attribué aux forces de sécurité de l’État, y compris à des milices soutenues par celui-ci.³

Dans ce contexte, les programmes convergents et divergents des parties impliquées dans les violences ont un peu plus brouillé les efforts d’instauration et de rétablissement de relations pacifiques. Parmi ces parties, les groupes armés communautaires (GAC)⁴ d’origine peule et touarègue se sont alignés aussi bien sur des acteurs extérieurs menant des opérations dans la région – y compris les forces militaires françaises et américaines effectuant des opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et les acteurs djihadistes – par choix, coercition ou, dans certains cas, les deux.⁵ En général, les groupes armés peuls s’allient aux militants salafistes pour des raisons tactiques, mais aussi idéologiques. Pendant ce

- 1 Une région d’Afrique de l’Ouest qui s’étend de la Mauritanie au Tchad en passant par le nord du Mali, le nord du Burkina Faso et le nord du Niger.
- 2 Morten Bøås, Abdoul Wakhab Cissé et Laouali Mahamane, « Explaining Violence in Tillabéri: Insurgent Appropriation of Local Grievances? » (« Expliquer la violence au Tillabéri : Appropriation des griefs locaux par les insurgés ? »), *The International Spectator* 55, n° 4 (2020) : 118-132, <https://doi.org/10.1080/03932729.2020.1833567> (en anglais).
- 3 Human Rights Watch, « Sahel: End Abuses in Counterterrorism Operations » (« Sahel : En finir avec les abus dans les opérations de lutte contre le terrorisme »), 13 février 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/02/13/sahel-end-abuses-counterterrorism-operations> (en anglais).
- 4 Lauren Van Metre, D’auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires (Washington DC, RESOLVE Network, 2019), https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf
- 5 La question de la coercition est liée à la relation que les communautés entretiennent avec les groupes opérant autour d’elles ; dans certains cas il s’agit davantage d’une prise d’otages que d’une association mutuellement bénéfique.

temps, les groupes armés touaregs s’allient généralement à l’armée française pour obtenir un avantage tactique. Ces alignements se font par choix. Certaines recrues sont néanmoins forcées, prises en otage par des acteurs djihadistes pour s’assurer de la loyauté de leur communauté d’origine. Ces otages sont soumis à un endoctrinement et peuvent épouser la cause de leurs ravisseurs.⁶ Cependant, il est difficile de déterminer qui, au sein de la communauté, participe aux violences, à quelle fin et pourquoi, ce qui entrave les efforts visant à enrayer le cycle d’escalade dans la région.

S’appuyant sur d’autres rapports de recherche de la série Groupes Armés Communautaires de RESOLVE⁷, ce rapport explore les perceptions locales concernant la nature et l’impact des violences auxquelles sont confrontées deux communautés du sud-ouest du Niger : les départements⁸ d’Ayorou et d’Abala, deux des trois principaux épïcêtres du conflit dans la région (le troisième étant Bani-Bangou). Les conclusions de cette analyse s’appuient sur une recherche documentaire ainsi que sur les données recueillies à partir d’entrevues et de questionnaires menés à la fin de l’année 2019. Le rapport offre un résumé de la compréhension que les communautés les plus touchées ont de la dynamique actuelle des conflits et un aperçu des connaissances et des attitudes concernant les acteurs participant aux violences. Il entend ainsi contribuer aux efforts menés pour y mettre fin et améliorer la compréhension des acteurs qui y prennent part.

L’étude est organisée sur fond d’opportunités manquées et d’une situation sécuritaire qui se dégrade toujours plus dans l’ouest du Niger et dans la région du Liptako-Gourma⁹. Les recherches menées dans le cadre de ce rapport ne se sont pas concentrées directement sur les GAC pour des raisons de sécurité et du fait de la confusion qui règne au sein des communautés locales quant à l’identité précise des personnes impliquées dans les violences. Cette étude contribue toutefois à la plus vaste base de données factuelles dont nous disposons sur la manière dont **la dynamique locale vient façonner et élargir les possibilités de formation et de pérennisation de GAC et sur les tactiques auxquelles les organisations extrémistes violentes et autres acteurs externes ont recours pour tirer parti de ces opportunités**. Abordant dans un premier temps le contexte, les acteurs connus, les résultats de la recherche et l’analyse des données, le rapport offre ensuite à quiconque cherche à comprendre les conditions d’utilisation d’options non militaires en vue du rétablissement de la paix dans la région, des recommandations dans trois domaines pertinents vis-à-vis des violences en cours : les dynamiques sociopolitiques et économiques, les dynamiques socioculturelles et les dynamiques de mobilisation des groupes armés qui en résultent.

6 Entretien avec un responsable de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niamey, 11 décembre 2019.

7 Lancée en partenariat avec le Bureau africain de l’Agence des États-Unis pour le développement international, l’initiative de recherche sur les groupes armés communautaires du RESOLVE Network en Afrique subsaharienne vise à fournir aux principales parties prenantes des informations contextuelles sur les dynamiques en lien avec les groupes armés communautaires (GAC) et les approches actuelles, possibles et passées ayant pour but d’interagir avec, de les gérer et de les transformer. Le projet se heurte à une série complexe de questions et de décisions négociées par les parties prenantes opérant dans les sociétés touchées par les conflits en Afrique subsaharienne. Pour en savoir plus, consultez : <https://www.resolve.net.org/projects/community-based-armed-groups-sub-saharan-africa> (en anglais).

8 Les régions du Niger sont divisées en 63 départements, formant un niveau de gouvernance administrative infranationale.

9 La région s’étend à la fois sur une partie du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Principales conclusions

- L'état de guerre dans la région, menée à grand renforts de subterfuges, de tueries de masse et de violences perçues par les civils comme incontrôlées – tant par l'État que par ses ennemis – a créé une atmosphère de méfiance et de « psychose » dans les régions frontalières. Il existe un sentiment général de confusion au sein des populations locales quant à l'identité des auteurs des violences et aux raisons qui les y poussent.
- Cette ambiance de défiance générale et de « psychose » nuit aux mécanismes historiques d'équilibre entre et au sein des communautés locales, à leur vie quotidienne et à la liberté de mouvement. Le manque de mobilité est particulièrement pénible pour les communautés pastorales et favorise la contestation sur la question du contrôle des ressources limitées. Les mécanismes d'équilibre sont le fruit du travail des chefs et religieux locaux (par l'intermédiation), trouvant souvent un soutien dans le travail des collectivités locales (application de la loi, historiquement par les préfets et sous-préfets qui avaient le contrôle des forces de gendarmerie, plus récemment par les élus) et leur continuité dans les relations de marché (par la création d'une interdépendance). Par conséquent, les mécanismes sont l'intermédiation, l'interdépendance et l'application de la loi. La valeur de chacun de ces mécanismes varie selon le département et dans le temps.¹⁰
- Le mécontentement à l'égard de la gouvernance, en particulier de l'État central, est prédominant. Mais la différence de résultats entre les deux sites de recherche suggère que la politique gouvernementale peut faire une différence dans la perception de la capacité du gouvernement à être un acteur efficace dans la réduction des conflits intercommunautaires. La fonction gouvernementale est néanmoins complexe dans ces milieux ruraux où s'enchevêtrent plusieurs autorités formelles et informelles.
- L'effondrement des mécanismes d'équilibre a supprimé les contrôles sur la limitation des violences et les représailles menées par les milices ethniques, de caste et identitaires. Sans ces contrôles, et au vu du peu d'interlocuteurs capables d'intercéder en toute sécurité dans les violences intercommunautaires du fait de la présence de djihadistes, les règlements de comptes liés à des décennies de concurrence pour le contrôle des ressources et de réforme politique entraînent une violence supplémentaire sous-jacente au conflit qui se déroule dans la région.
- Les relations entre et au sein des communautés reposent sur l'interdépendance économique, mais cela peut être autant une source de modération que de contestation et de radicalisation. Lorsque l'interdépendance communautaire est fondée sur l'inégalité et la marginalisation de l'un des groupes participant aux relations, les possibles avantages qu'offriraient des alliances avec des acteurs externes dans l'optique d'un renversement de l'équilibre du pouvoir au sein de ces relations peuvent conduire à un recrutement individuel dans des groupes extrémistes violents ou à la conclusion d'accords de *realpolitik* avec des acteurs extrémistes violents. Les Touaregs « noirs » (du fait des inégalités sociales et politiques entre les castes) et certains groupes pastoraux peuls ont ainsi été perçus comme une menace, subissant une marginalisation perçue ou réelle. Cette perception en tant que menace est renforcée par les mesures de sécurisation mises en œuvre par les forces étatiques et alliées, lesquelles suscitent un climat de suspicion à l'égard

10 Voir : Rahmane Idrissa, « Traditional authorities in Niger: Politicization and under-representation » (« Autorités coutumières au Niger : politisation et sous-représentation »), dans *The Status Quo Defied. The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger, and Libya* (« La fin du statu quo ? La légitimité des autorités coutumières dans les zones de gouvernance hybride au Mali, au Niger et en Libye »), dir. Fransje Molenaar et al. (La Haye : Institut Clingendael, 2019), <https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy-traditional-authorities-mali-niger-libya/> (en anglais).

des communautés pastorales/nomades en raison d'une déloyauté présumée au motif que leurs moyens de subsistance sont basés sur la transhumance. La radicalisation ainsi que l'opportunisme résultent des inégalités sociopolitiques et de la marginalisation *mais* dans le cadre des actions des forces étatiques et djihadistes.

- Les groupes armés opérant au Niger ont largement épuisé les facteurs de recrutement liés aux crises communautaires. La dynamique actuelle suggère davantage une prise d'otage à grande échelle qu'une participation active. Contrairement au Mali, les GAC n'ont pas atteint le même niveau d'organisation et d'établissement au Niger. Les milices d'autodéfense peules étaient actives avant 2011 et la plupart des groupes touaregs, actifs pendant les rébellions, opéraient du côté malien de la frontière. Néanmoins, il est possible que les groupes armés actifs au Niger après 2012 ne correspondent pas à la typologie des GAC, et que les GAC frontaliers atteignent certaines limites au cours du conflit en cours.

INTRODUCTION

Dans les zones voisines des frontières communes au Niger, au Mali et au Burkina Faso, les relations sociales et économiques entre et au sein des communautés se distinguent depuis longtemps par un schéma de violences limitées et de faible intensité. Il s'agit en grande partie de violences non étatiques sur fond de concurrence pour le contrôle des ressources, même si des gens ont également été victimes d'abus de la part d'agents de sécurité de l'État, en particulier du côté malien de la frontière.¹¹ Ces violences, de même que les perceptions d'injustice et d'insécurité qui y sont liées, ont engendré des sentiments négatifs à l'égard de l'État, jugé responsable y compris dans les régions où sa présence est « faible » ou dans lesquelles il manque de ressources.¹² Le fait que ces griefs n'aient engendré pendant de nombreuses années aucune violence extrémiste signifie que les mécanismes d'équilibre réussissaient à maintenir le statu quo d'une violence rare et limitée, entraînant des représailles intercommunautaires violentes tout aussi limitées.

La concurrence pour le contrôle des ressources écologiques entre éleveurs et agriculteurs d'une part, et entre éleveurs d'autre part, est l'un des aspects inhérents à ce contexte. Ces dernières années, la croissance démographique et le changement climatique sont venus façonner cette concurrence. Les stratégies d'accès aux ressources évoluent d'une manière qui risque de l'intensifier. La concurrence, bien qu'elle dégénère parfois en conflit ouvert, a pu être gérée jusqu'ici grâce au **mécanisme d'équilibre basé sur l'intermédiation, l'interdépendance et l'application de la loi à travers l'instauration d'un système rural de maintien de l'ordre donnant aux chefs coutumiers, aux administrateurs territoriaux (préfets) et à la gendarmerie, une forme de police rurale, fonction permettant aux communautés de résoudre les conflits de bas niveau au moyen de formats coutumiers convenus d'un commun accord, comprenant parfois des actes de violence et des représailles.**

11 Cette région du Mali est éloignée du centre de l'État, avec lequel elle est moins intégrée que les régions du sud-ouest.

12 Si l'auteur met ici « faible » entre guillemets, c'est parce que le mot est devenu un trope dans le discours des experts et des médias, largement inspiré de concepts savants tels que l'« État faible » ou le « statut limité de l'État ». Le concept d'État est empiriquement trop complexe pour être réduit à ce trope, comme le suggère cette étude de cas. Dans cette histoire nigérienne, par exemple, l'État comprend non seulement le gouvernement central (ce qui est sous-entendu dans le trope), mais aussi l'administration territoriale, comprenant les préfets, les chefs traditionnels qui constituent une composante officielle (sous l'égide du ministère de l'Intérieur) du gouvernement central, et les autorités locales élues (maires et conseillers). Dans tous ces cas, l'État est très présent dans ces localités, bien que pas nécessairement efficace dans le travail gouvernemental, pour différentes raisons politiques et économiques.

Cet équilibre a été rompu à la suite des événements qui ont débuté en 2011, lorsqu'une coalition dirigée par des militaires occidentaux a renversé le régime du Col. Mouammar Kadhafi en Libye.¹³ Cela a provoqué une réaction en chaîne, à commencer par le retour au Mali d'hommes armés d'un sous-groupe touareg de la région de Kidal (nord du Mali) qui y ont (re)déclenché une rébellion. Le nord du Mali était alors une zone où des militants salafistes algériens avaient trouvé refuge après la fin de la guerre civile algérienne des années 1990, y construisant un sanctuaire d'où ils ont pu organiser, dès les années 2000, l'enlèvement de touristes ou d'humanitaires occidentaux. Initialement connus sous le nom de Groupe Islamique Armé (GIA) ou de Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) à l'époque de la guerre civile algérienne, ces groupes se sont déplacés puis regroupés sous diverses nouvelles bannières, dont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et, depuis peu, l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS).¹⁴ L'adoption d'idéologies islamiques extrémistes et violentes et de récits de radicalisation s'est intensifiée suite aux premiers efforts de franchisage de l'autoproclamé État Islamique en Irak et en Syrie, puis suite à l'effondrement de celui-ci et à la dispersion des combattants, des armes et des logisticiens vers le Sahel et l'Afrique du Nord.¹⁵

Les rebelles touaregs de Kidal se sont initialement alliés à ces militants algériens et ont mis en déroute les forces armées maliennes en 2012, aidés par des combattants originaires d'autres pays d'Afrique du Nord et de Mauritanie. Mais les rebelles de Kidal se sont vite brouillés avec les Salafistes.¹⁶ Les éleveurs peuls, par ailleurs, qui partent traditionnellement en transhumance à la frontière entre le Niger et le Mali, ont souvent été en conflit avec des groupes touaregs des régions de Kidal et de Gao.¹⁷ Ces Peuls redoutaient la perspective d'un État touareg dans le nord du Mali et l'impact que cela pourrait avoir sur les moyens de subsistance et les arrangements politiques de chaque côté de la frontière.¹⁸ Ils ont été entraînés dans le conflit aux côtés des militants salafistes début 2013. Plus tard cette même année, les interventions françaises (opération Serval, suivie de l'opération Barkhane) sont venues renforcer le soutien que les Peuls accordaient aux Salafistes armés, en enrôlant les groupes touaregs comme alliés sur le terrain à des fins de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'accès au théâtre des opérations et en encourageant le gouvernement nigérien à soutenir cette stratégie.¹⁹

L'évolution de la dotation en ressources – sous la forme ici des opportunités politiques et sécuritaires nées d'engagements avec des forces armées internationales et des groupes militants – surpassait les avantages limités (ou limitants) qu'offrait un engagement dans des mécanismes d'équilibrage traditionnels.²⁰ L'opportunité de réaliser les ambitions paroissiales et d'orchestrer des règlements de comptes a précipité l'escalade des cycles de violence, par ailleurs attisée par les programmes géopolitiques parallèles promus par les acteurs externes. D'un côté, des acteurs occidentaux prenaient part à des missions de lutte contre

13 Scott Stewart, « Mali Besieged by Fighters Fleeing Libya » (« Le Mali assiégé par les combattants qui fuient la Libye »), *Stratfor Worldview*, 2 février 2012, <https://worldview.stratfor.com/article/mali-besieged-fighters-fleeing-libya> (en anglais).

14 Conseil de sécurité des Nations unies, « État Islamique du Grand Sahara [EIGS] », <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/islamic-state-greater-sahara-isgs>

15 Cameron Glenn, Mattisan Rowan, John Caves et Garrett Nada, « Timeline: the Rise, Spread, and Fall of the Islamic State (« Chronologie : La montée, l'expansion et la chute de l'État Islamique »), *Wilson Center*, The Islamists, 2016, <https://www.wilsoncenter.org/article/timeline-the-rise-spread-and-fall-the-islamic-state> (en anglais).

16 Voir : Radio France Internationale, « AQMI, MUJAO, MNLA : un rapport de force complexe », 5 juillet 2012, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20120705-aqmi-mujao-mnla-rapport-force-complexe>.

17 La région de Gao est principalement composée du groupe ethnolinguistique Songhaï et est adjacente de la région de Kidal et limitrophe du nord-ouest du Niger.

18 Voir : Nicolas Normand, « Le Sahel peut-il retrouver la paix ? », *Commentaire* 4, n° 164 (2018) : 839-846.

19 Voir : Rémi Cayarol, « À la frontière entre le Niger et le Mali, l'alliance coupable de l'armée française », *Mediapart*, 25 novembre 2018, <https://www.mediapart.fr/journal/international/291118/la-frontiere-entre-le-niger-et-le-mali-l-alliance-coupable-de-l-armee-francaise>.

20 Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers*.

le terrorisme et de stabilisation dans la région.²¹ De l'autre, des éléments djihadistes s'engageaient dans une mission visant à vaincre un ennemi néocolonialiste et à libérer l'Afrique de l'influence occidentale (un récit taillé sur mesure pour les contextes locaux). Peut-être certains étaient-ils aussi mus par des motivations financières liées à l'accès aux économies parallèles florissantes qu'offraient la contrebande et le trafic transsahariens.²² Cette série d'événements est venue bouleverser l'équilibre fragile sur lequel reposaient la paix et la fonction inter- et intra-communautaires dans cette partie du Sahel-Sahara. Ce travail de recherche est un effort visant à comprendre cet équilibre, ce qu'il en reste aujourd'hui, et la situation dans laquelle il laisse les communautés des régions frontalières et de l'État du Niger, désormais confrontées à un déchaînement d'extrémisme violent.

Les dynamiques explorées dans ce travail de recherche doivent être considérées à la lumière des origines historiques de la frustration et de la violence des élites touarègues et des retombées des changements qu'ont induits la démocratisation et la décentralisation administrative de 1992²³, lesquelles seront abordées en détail dans les sections suivantes de ce rapport. Les facteurs circonstanciels plus généraux liés aux interventions alliées des forces de sécurité françaises et nigériennes opérant dans et autour de la région du Liptako-Gourma n'ont pas été pris en compte dans cette recherche.²⁴ Néanmoins, il est implicitement reconnu qu'elles ont compliqué, voire aggravé, la situation régionale par le biais de négociations stratégiques et d'alliances opérationnelles avec des groupes ethniques régionaux et par l'élaboration de règles de fonctionnement ayant abouti à la sécurisation des communautés et à des violations fréquentes des droits de l'homme à des fins de renseignement.

Le rapport est divisé en quatre sections principales : 1) un aperçu de la méthodologie et des limites de la recherche ; 2) un examen du contexte, y compris l'historique des conflits et de la coopération dans les régions frontalières et les groupes armés dont la présence sur place est avérée ; 3) une présentation et une analyse des résultats de la recherche en rapport avec la situation à la fin 2019 et au début 2020 ;²⁵ et 4) un examen de l'étude qui positionne l'analyse dans le contexte historique et structurel plus global. Le rapport se conclut sur une série de recommandations sur la base des conclusions tirées sur les communautés quant aux dynamiques liées à la mobilisation communautaire armée visant à rétablir la modération dans les relations inter- et intracommunautaires prises en otage par des extrémistes violents.

21 Oxford Research Group, « The Military Intervention in Mali and Beyond: An Interview with Bruno Charbonneau » (« L'intervention militaire au Mali et au-delà : Un entretien avec Bruno Charbonneau »), 28 mars 2019, <https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/blog/the-french-intervention-in-mali-an-interview-with-bruno-charbonneau> (en anglais).

22 IRIN News, « Briefing: The new Jihadist strategy in the Sahel » (« Briefing : La nouvelle stratégie djihadiste au Sahel »), *Africa Renewal*, 4 février 2016, <https://www.un.org/africarenewal/sahel/news/briefing-new-jihadist-strategy-sahel> (en anglais) ; International Crisis Group, « Court-circuiter l'État Islamique dans la région de Tillabéri au Niger », 3 juin 2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/289-sidelining-islamic-state-nigers-tillabery>

23 Mahaman S. Tidjani Alou, « Decentralization in Niger: An Attempt Approach » (« Décentralisation au Niger : Une tentative d'approche »), *université Columbia*, 1999, <https://www.ciesin.columbia.edu/decentralization/English/CaseStudies/Niger.pdf> (en anglais).

24 Ces interventions étaient des réponses aux activités d'extrémistes salafistes (« terroristes » dans la langue officielle franco-nigérienne), lesquelles ne sont pas abordées non plus dans cette recherche pour des raisons de sécurité.

25 L'intégralité de cette recherche a été menée et achevée avant l'apparition de la pandémie mondiale de COVID-19 et n'est donc pas représentative des évolutions du contexte influencées par la pandémie.

MÉTHODOLOGIE

Les méthodes appliquées pour cette recherche ont cherché à répondre aux questions sur le climat de violence du point de vue des communautés et sur les perceptions que les membres de ces communautés ont les uns des autres ainsi que du gouvernement central par rapport à l'administration locale de gouvernance. Les recherches ont été menées dans les départements où se trouvent les communes d'Ayorou et d'Abala, deux des trois les plus exposés aux violences actuelles dans la région de Tillabéri (la troisième localité, Bani-Bangou, a été jugée trop dangereuse aux fins de cette étude). Le péril pour ces trois lieux vient de la proximité avec le nord du Mali. Ayorou et Abala donnent une idée de la manière dont les plateformes d'interaction sociale contribuent à l'équilibre normatif des interactions intercommunautaires et sont représentatives des groupes ethniques participant aux conflits armés dans toute la région. Ayorou est une petite ville avec une importante présence administrative de l'État et un grand marché, ce qui permet aux chercheurs de rencontrer plus facilement des répondants sans avoir à se rendre dans des lieux éloignés, isolés et potentiellement dangereux. Abala est un groupe de villages abritant à la fois des communautés sédentaires et semi-nomades touarègues, peules et arabes. Il a façonné le développement de la dynamique des conflits du côté du Niger.

Pour comprendre cet environnement d'escalade caractérisé par une prolifération de groupes armés, à la fois soutenus par l'État et communautaires, il est essentiel d'examiner les facteurs contextuels sous-jacents et l'historique des relations communautaires. Les informations, en particulier les données sur les événements clés et la chronologie de formation des groupes armés, sont encore difficiles ou impossibles à recueillir dans les conditions actuelles. Cette recherche a par conséquent développé une approche empirique partielle qui s'est appuyée sur l'étude des attitudes et des perceptions par le biais d'entretiens et de questionnaires menés tout au long du second semestre 2019 à Ayorou et Abala.²⁶ Ces ensembles de données primaires ont ensuite été contextualisés par des recherches documentaires et des entrevues avec des personnes ressources, c'est-à-dire d'anciens militants, des représentants de la société civile des communautés locales basés à Niamey, ainsi que des chercheurs.

Lors de la collecte des données primaires, les questions ont porté sur la façon dont les communautés résidentes perçoivent la montée de la violence, comment elles expliquent sa persistance et comment elles voient l'avenir. Compte tenu de la nature de ces questions, nous avons développé un questionnaire d'entretien ouvert visant à recueillir des données qualitatives. Ces questionnaires ont été diffusés aux élus locaux, aux agents de l'administration territoriale, aux militants d'ONG, aux chefs et aux personnes proches des autorités traditionnelles des deux localités. La recherche s'est concentrée davantage sur les communautés locales que sur l'État et ses actions (ou inactions).

Nous avons mené une petite enquête sur les relations intercommunautaires et les perceptions communautaires vis-à-vis de l'État, portant sur un total de 200 personnes à Ayorou et Abala, deux des trois principaux épicentres de la zone de conflit. Des recenseurs ont été embauchés dans chacune de ces deux villes.²⁷ Nous n'avons pas sondé les avis sur les forces de l'ordre, en raison de la difficulté à cadrer les questionnaires à ce sujet dans l'atmosphère tendue qui règne dans la région. Nous avons également

26 Cette étude a été administrée au cours du second semestre 2019, c'est pourquoi les données des personnes interrogées reflètent les conditions durant cette période du conflit sahélien en cours.

27 Cela n'a pas été facile car d'autres projets menaient également un travail sur le terrain — avec des ressources plus importantes — et parce qu'ils employaient le peu de personnes susceptibles de travailler comme recenseurs. Cela a créé une contrainte que nous avons résolue en regroupant tous les efforts d'enquête sur une seule journée, le jour de marché dans chaque localité. Un jour de marché est un jour de la semaine où une ville ou un village est connu pour ouvrir son marché aux acheteurs et aux vendeurs des départements environnants. Il représente donc une bonne occasion d'engager le dialogue avec divers répondants. L'avantage de cette approche d'enquête est qu'elle permet d'administrer le questionnaire à des personnes venant des quatre coins des départements. L'exercice s'est toutefois avéré difficile dans la mesure où les marchands ont peu de temps ou n'ont pas la patience pour répondre à une liste de questions posées par des étrangers. Le questionnaire était relativement court et se limitait autant que possible à des questions fermées.

évité de poser des questions sur les insurgés, étant donné la « psychose » décrite dans la suite de ce travail de recherche. En raison de contraintes de sécurité (tant pour nous que pour nos répondants), nous n'avons pas directement recueilli de données sur les forces de sécurité et les groupes insurgés. Cependant, nous avons indirectement posé des questions sur les performances de la branche de l'État sécuritaire, la gendarmerie, qui est sur le plan opérationnel la plus proche des populations locales.

Une troisième méthode a consisté à organiser, suite au travail sur le terrain, un groupe de discussion de personnes ressources, c'est-à-dire des personnes intervenant au sein d'associations basées à Niamey qui représentent et font pression pour les communautés des régions frontalières, y compris les Touaregs et les Peuls, et l'organisation Timidria.²⁸ L'objectif de ce groupe de discussion était de contribuer à l'élaboration des recommandations présentées à la fin de ce travail de recherche.

CONTEXTE HISTORIQUE

Pour contextualiser l'émergence et l'expansion d'un conflit endémique intra- et intercommunautaire dans l'ouest du Niger, il est essentiel de comprendre les fondements historiques des mécanismes d'équilibre qui servaient de force de modération avant que l'insécurité et les violences extrémistes et djihadistes ne déferlent sur le Sahel. La mobilisation des communautés armées et la prolifération des groupes armés se produisent dans le contexte du rôle des chefs traditionnels, de la gouvernance hybride et des arrangements politiques, ainsi que de la concurrence que se livrent les groupes ethniques pour le contrôle des ressources, lesquels se manifestent à travers les réformes politiques et les évolutions de la gouvernance localisée. Si un équilibre précaire permettait historiquement de résoudre les conflits à court terme, celui-ci a posé les bases de vulnérabilités aujourd'hui exploitées par des acteurs non et sous-étatiques opportunistes. Ce qui suit est un examen des relations entre les personnes, les lieux (territoriaux et sociaux), le pouvoir établi pour maintenir l'équilibre et les agents de conflit.

Un équilibre précaire : peuple, lieu, pouvoir

Le Niger est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, indépendant de la France depuis 1960. Il possède l'une des plus petites économies de la région, largement dépendante des matières premières (uranium, arachides, oignon, bétail) pour les revenus. Dirigé par des gouvernements autoritaires au cours de ses trois premières décennies d'existence, le Niger s'est démocratisé en 1991. Cependant, l'élan autoritaire reste fort au sein de sa classe politique et la démocratie y a connu une histoire mouvementée. Cela a engendré des problèmes politiques qui ont contrarié les aspirations des citoyens nigériens quant à l'efficacité du gouvernement, y compris le long de la frontière entre le Niger et le Mali.²⁹

28 Timidria, *L'Association de Défense des Droits de l'Homme et de Développement*, œuvre à l'amélioration de la situation socio-économique des victimes de l'esclavage en les réintégrant dans la société. Timidria s'efforce de préserver la paix sociale et de promouvoir l'unité nationale ainsi que les droits de l'homme au Niger. Pour en savoir plus, consultez : Peace Insight, « Timidria, L'Association de Défense des Droits de l'Homme et de Développement », <https://www.peaceinsight.org/fr/conflicts/niger/peacebuilding-organisations/timidria/>

29 Pour un historique des troubles démocratiques du Niger jusqu'au début des années 2000, voir : Leonardo Villalón et Rahmane Idrissa, « A Decade of Experimentation. Institutional Choices and Unstable Democracy in Niger » (« Une décennie d'expérimentation. Choix institutionnels et démocratie instable au Niger »), dans *The Fate of Africa Democratic Experiments. Elites and Institutions* (« Le Destin des expérimentations démocratiques africaines. Élités et institutions »), dir. Leonardo Villalón et Peter VonDoepp (Bloomington et Indianapolis : Indiana University Press, 2005), 27-48.

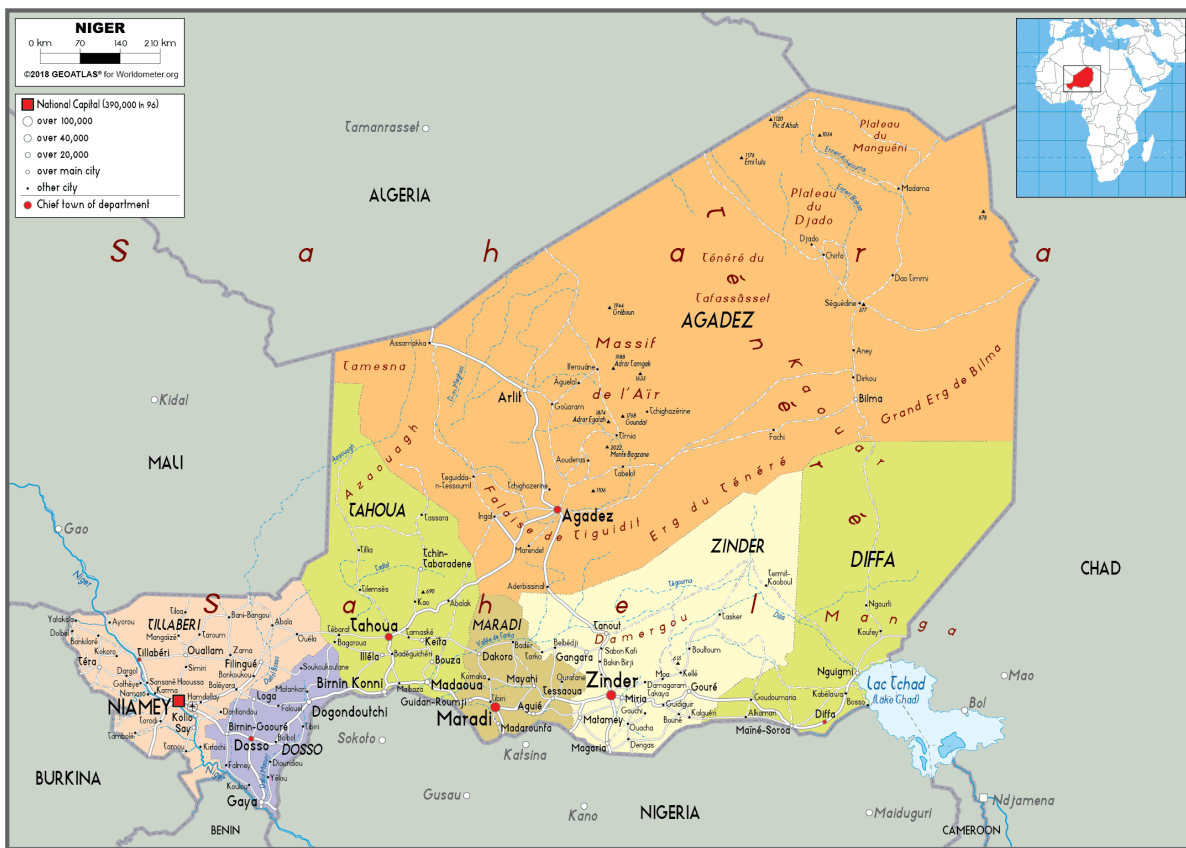


Figure 1 : Carte administrative du Niger³⁰

La frontière entre le Niger et le Mali a un cadre social complexe avec une histoire mouvementée. Écologiquement, la région fait partie de la zone agropastorale de transition du Sahel vers le Sahara. Les populations agricoles sont les Songhaïs à Ayorou, les Zarmas à Bani-Bangou et les Haoussas à Abala. Ces trois localités ont été choisies pour l'étude car ce sont les centres administratifs des trois départements les plus exposés aux conflits dont l'épicentre est situé dans le nord et le centre du Mali voisin. Cependant, Bani-Bangou, qui se trouve pratiquement à la frontière avec le nord du Mali, est tellement exposée aux violences qu'un travail de terrain n'était pas possible.

Ayorou est une colonie de peuplement ancienne. Elle a servi de retraite à l'empereur Songhaï Sonni Baro lors de sa fuite, après que son général Askia Muhammad a renversé son pouvoir en 1493 et pris le contrôle de l'État Songhaï. Bani-Bangou et Abala sont des colonies de peuplement plus récentes, toutes deux nées du projet du régime colonial des années 1930 d'étendre l'agriculture terrestre.³¹ Bani-Bangou signifie « le bon étang » en zarma, tandis qu'Abala vient d'une manière touareg de décrire le « bouillonnement » (de l'eau), désignant les aquifères que les agriculteurs jugeaient favorables à l'agriculture dans un environnement sec. Les deux colonies de peuplement sont devenues des points d'ancrage pour le gouvernement territorial, lequel a assuré la sécurité et fourni les commodités nécessaires pour un

30 Carte du domaine public issue de la Section cartographique des Nations Unies. Ayorou est au nord de Niamey vers la frontière avec le Mali, tandis qu'Abala est au sud-est de Bani-Bangou

31 M. O. Ijere, « Colonial Policy in Nigerian Agriculture and Its Implementation » (« Politique coloniale dans l'agriculture du Niger et sa mise en œuvre »), *Agricultural History* 48, n° 2 (1974) : 298-304, <http://www.jstor.org/stable/3741237> (en anglais).

marché. Les colonies ont attiré des communautés satellites souvent, mais pas exclusivement, composées de communautés pastorales transhumantes³², les Touaregs et les Peuls.³³

En 1964, quatre ans après l'indépendance du pays vis-à-vis de la France, Abala et Bani-Bangou ont accédé au statut de poste administratif, échelon le plus bas de l'administration territoriale du pays. En 2011, ils étaient tous deux devenus des départements, le deuxième échelon le plus élevé. Dans leur volonté soutenue par l'État de coloniser les terres, les communautés agricoles ont également installé des directions communautaires qui administreraient l'utilisation et la propriété des terres par le biais de règles coutumières. Ces chefs – des chefs de village, tout du moins³⁴ – ont été intégrés dans l'administration de l'État sous l'égide du ministère de l'Intérieur et sont ainsi devenus le premier mécanisme d'équilibre entre les différentes communautés des départements. Cette intégration n'était initialement que semi-formelle, jusqu'à ce que des réformes du début des années 2010 fassent des chefs traditionnels des agents officiels de l'administration territoriale.³⁵

L'administration par le biais des chefs traditionnels a été utilisée pour faire face aux tensions qui se sont rapidement manifestées à travers la région frontalière. Avant le colonialisme, qui a commencé au Niger en 1899, la région était sous l'hégémonie des groupes touaregs qui s'étaient installés à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles et avaient soumis les communautés agricoles à des prélèvements sous la menace de la violence. Mais à l'époque coloniale et par la suite, l'État central est devenu l'agent de la colonisation terrestre. Un État avide d'impôts a soutenu la colonisation des terres des Zarmas et des Haoussas pour l'agriculture pendant le colonialisme et la Première République (1960-1974), alors qu'il était obsédé par les rendements agricoles dans le cadre de la politique d'« autosuffisance alimentaire » du régime militaire (1974-1991).³⁶

Afin d'apaiser les tensions et les conflits qui ont éclaté durant ces périodes, l'État a voulu intégrer les dirigeants traditionnels des groupes pastoraux, en plus des structures de direction par les communautés agricoles. Dans cet exercice d'équilibrisme, les territoires sont devenus un tissu complexe de chefferies de cantons et de villages (sous la direction des groupes agricoles) mêlées de chefferies de groupements et de tribus (sous la direction des groupes pastoraux), chacune ayant des revendications diverses sur les différentes terres et quant aux fondements de leur légitimité. Ces directions travaillent en étroite collaboration avec les représentants locaux de l'administration territoriale, les préfets, pour désamorcer ou gérer les conflits.

32 Au Niger, où la transhumance à grande échelle est pratiquée, les éleveurs sédentaires développent des stratégies localisées pour déplacer leurs troupeaux entre les enclaves pastorales, tandis que les éleveurs transhumants mènent leurs troupeaux sur des distances de plus en plus longues au fil des ans. Voir : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Système d'information sur le pastoralisme au Sahel : Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel 1970-2012 », 2012, <https://www.fao.org/3/i2601f/i2601f.pdf>

33 E. K. Hahonou, *Les Pouvoirs locaux à Balleyara* (Niamey : LASDEL, 2002) ; Hamani Oumarou, *La Construction du « local » et la gouvernance communale par le bas. L'exemple de la commune rurale de Banibangou (Niger)* (Niamey : LASDEL, 2011).

34 Les chefs de village font partie de structures de direction qui comprennent également les religieux musulmans et parfois les chefs du culte traditionnel.

35 Mahaman Tidjani Alou, *La Chefferie au Niger et ses transformations* (Niamey : LASDEL, 2009) ; Fransje Molenaar et al., *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya* (La Haye : Institut Clingendael, 2019), https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/ (en anglais).

36 Fransje Molenaar et al., « The historical trajectory of traditional authority structures in Mali, Niger and Libya » (« La trajectoire historique des structures d'autorité traditionnelle au Mali, au Niger et en Libye », dans *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya*, dir. Fransje Molenaar et al. (La Haye : Institut Clingendael, 2019), 26-52, https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/2-the-historical-trajectory-of-traditional-authority-structures-in-mali-niger-and-libya/ (en anglais).

Les couloirs du conflit

Les violences meurtrières qui éclatent parfois restent un problème pour toute la zone agropastorale du Niger où le partage de l'espace entre l'agriculture et l'élevage est très controversé. Au début des années 2010, on comptait officiellement 943 couloirs et voies de transit pour la transhumance pastorale des bovins sur l'ensemble du territoire national.³⁷ Les agriculteurs n'acceptent pas la légitimité de bon nombre de ces voies et l'application de la loi par l'État y est faible ou absente, d'autant plus qu'elle dépendrait souvent de la collaboration des chefs locaux des divers groupes ethniques. En conséquence, ces voies se transforment parfois en conflits armés entre membres des communautés.³⁸

Avant 1991, la violence, si elle restait limitée, n'était pas absente, et les modes pacifiques de résolution des conflits prévalaient. Rétrospectivement, la période, bien que non sans problèmes, est considérée comme un âge d'or par des acteurs aussi différents que les chefs traditionnels et les miliciens peuls. Dans les années 1990, la transition vers la démocratie a remodelé la politique nigérienne. Une série de crises gouvernementales (dont deux coups d'État en 1996 et 1999) et la soumission aux demandes de mesures d'austérité et de privatisation de la part des bailleurs de fonds (tels que la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International et d'autres agences d'aide au développement) ont entraîné un affaiblissement général de l'autorité de l'État.³⁹

Au niveau structurel, la faible application de la loi sur les couloirs de transhumance par l'administration territoriale était également due à l'expansion des frontières de l'agriculture en raison de la croissance démographique (en particulier parmi les communautés agricoles ou sédentaires), de l'agriculture extensive et de l'échec des politiques visant à transformer les pratiques agricoles en vue d'une gestion équitable des ressources. En outre, les gouvernements nigériens successifs ont eu tendance à considérer le pastoralisme comme un secteur moins important dans leurs efforts de développement rural, malgré le rôle central du bétail dans l'économie nationale et les exportations.⁴⁰

Pendant la moitié des années 1990, les groupes touaregs se sont rebellés des deux côtés de la frontière entre le Mali et le Niger, attaquant le ou les États indigents. Dans ce contexte feutré, une rivalité violente s'est développée entre les éleveurs peuls et touaregs (Daoussahak) de l'autre côté de la frontière au cours des dernières années de la décennie. Les gouvernements nigérien et malien ont négligé ce conflit, considérant les rébellions touarègues comme une question plus urgente et importante, alors même que les habitants de la région frontalière vivaient la violence locale comme un épiphénomène de ces rébellions.

37 Zakary Rhissa, *Revue du secteur de l'élevage au Niger*, FAO/SFW, 2010, https://reca-niger.org/IMG/pdf/Niger_Revue_national.pdf.

38 Les groupes armés communautaires sont des entités intégrées dans des structures communautaires pouvant être fondées sur des affiliations territoriales ou ethniques. Ils contribuent à l'ordre et au désordre par l'exercice de violences structurelles, normatives ou purement et simplement physiques. Dans ce cas, la présence d'armes dans une communauté ainsi que leur utilisation dans des représailles limitées ne suggèrent pas un niveau d'organisation et une chaîne de commandement suffisants pour que ces conflits soient envisagés comme des conflits entre GAC. Voir : Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers*.

39 Abdoul W. Barry, B. Lynn Salinger et Selina Pandolfi, « Sahelian West Africa: Impact of Structural Adjustment Programs on Agricultural Competitiveness and Regional Trade » (« Afrique de l'Ouest sahélienne: Impact des programmes d'ajustement structurel sur la compétitivité agricole et le commerce régional »), African Economic Policy Discussion Paper numéro 37, décembre 2000, http://hubrural.org/IMG/pdf/usaid_impact_structural_adjustments_on_ag_competitiveness.pdf (en anglais).

40 Le bétail est de manière récurrente la deuxième ou troisième marchandise d'exportation du Niger, derrière l'uranium et la principale culture commerciale du moment (arachides dans les années 1960, oignons aujourd'hui). Voir : Claude Raynaut et Souleymane Abba, « Trente ans d'indépendances : repères et tendances », *Politique africaine*, 38 (juin 1990) : 3, <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1629/files/2020/05/038003.pdf> ; Clara Jamart, « Le Code Rural au Niger et les enjeux du pastoralisme », AGTER, mars 2011, https://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-34.html.

Après la fin des rébellions (1996-1998), le conflit intercommunautaire des éleveurs a été pris plus au sérieux par les acteurs étatiques. Des groupes pastoraux avaient mobilisé des hommes au sein de milices ethniques armées et créé une dangereuse demande en armes à feu.⁴¹ En 1999, puis à nouveau à la fin des années 2000, les autorités étatiques, notamment au Niger, ont organisé des forums de négociation de paix et de désescalade entre les groupes ethniques opposés. Bien que ces forums aient donné lieu à des accords généraux, ils ont à chaque fois été mis à mal dans leur application.

Dans les années 2000, dans tout le Niger, des autorités locales élues ont émergé à la suite d'un processus de décentralisation de l'administration de la gouvernance de l'État. Dans le schéma démocratique du Niger, ces nouvelles autorités étaient désormais les seuls responsables politiques locaux (en théorie), dans la mesure où les autorités traditionnelles occupent un segment de l'administration territoriale, qui est un service, et non une organisation politique. Mais ce concept apolitique des autorités traditionnelles a toujours été une fiction. Pour affirmer leur pouvoir et conserver leurs privilèges, les chefs traditionnels jouissent d'une légitimité politique tirée de l'autorité socioculturelle fondée sur les coutumes, les traditions et l'héritage sanguin. Cette revendication d'une représentation et d'une gouvernance des communautés locales via la tradition entre en conflit avec la revendication des élus locaux de faire de même par la démocratie.

Les chefs traditionnels doivent en définitive leur position à la sanction de l'État, dans la mesure où celui-ci peut les limoger comme bon lui semble, mais ils forment également un puissant groupe d'intérêt qui a réussi à garder le contrôle sur les questions cruciales de la propriété et de l'exploitation des terres.⁴² Pour préserver cette position, les chefs traditionnels doivent rivaliser d'influence avec les élus. À un autre niveau, ils s'exposent aux manipulations du gouvernement central et des politiciens puissants dans la capitale. La dépendance à l'égard de l'État, la nécessité de préserver leurs intérêts de classe, la concurrence avec les élus et la manipulation par le pouvoir central se conjuguent pour créer des problèmes politiques qui remettent en question la valeur des chefs en tant que mécanisme institutionnel permettant de maintenir l'équilibre de la paix dans les zones rurales du Niger.⁴³

En août 2013, lorsque la violence a envahi les régions voisines du Mali au nord, un forum a été convoqué à Bani-Bangou par une organisation non gouvernementale, le Réseau nigérien pour la gestion non violente des conflits.⁴⁴ L'organisation a fait le point sur les différents problèmes non résolus contribuant à l'escalade de la violence. Les moteurs conventionnels des sources tolérables de violence (dans un contexte de représailles historiques limitées) et les principaux griefs des agriculteurs et éleveurs y ont été dûment identifiés, tout comme certaines questions plus récentes et plus inquiétantes, comme la prévalence croissante des armes à feu et de la consommation de drogues. De plus, les camps de réfugiés

41 Jusqu'à l'effondrement de la Libye et la reprise de la rébellion touarègue dans le nord du Mali, la disponibilité des armes était largement limitée aux armes légères et de petite taille. La prévalence des armements militaires lourds a ensuite contribué à l'escalade de la violence et de la capacité opérationnelle des groupes armés.

42 Christian Lund, « Precarious democratization and local dynamics in Niger: micro-politics in Zinder » (« Démocratisation précaire et dynamique locale au Niger : micro-politique à Zinder »), dans *Development and Change* 32, n° 5 (2001) : 845-69, <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00229> (en anglais).

43 Abdoulaye Mohamadou, « Foncier, pouvoirs locaux et décentralisation dans le département de Dakoro (Niger) », *Bulletin de l'APAD*, 31-32 (2010) : 105-136, <https://doi.org/10.4000/apad.4052> ; Idrissa, « Traditional authorities in Niger: Politicization and under-representation ».

44 Réseau nigérien pour la gestion non violente des conflits (RE-GENOVICO), Niger. Voir : <https://www.ndi.org/our-stories/supporting-stability-and-counter-extremism-sahel-region-africa> (en anglais).

maliens étaient considérés par beaucoup comme abritant de potentiels acteurs malveillants.⁴⁵ Dans les autres régions agropastorales du Niger, où les griefs conflictuels des agriculteurs et des éleveurs étaient tout aussi graves, ces trois nouveaux éléments restaient presque (armes et drogues) ou totalement (camps de réfugiés maliens) absents. Mais au moment de ce forum, la violence qu'il visait à prévenir devenait déjà endémique et l'équilibre précaire vacillait.

Les agents du conflit : acteurs armés et violence (autrefois limitée)

Évaluer l'ampleur de l'activité des groupes armés et de la violence est un défi compte tenu de la volatilité de la région. Les acteurs sont multiples, leurs programmes différents et leurs actions contribuent à une certaine confusion qui complique toute stratégie de rétablissement de la paix. Les acteurs majeurs incluent :

- des groupes armés communautaires (GAC) d'ethnies peule et touarègue ;
- des groupes armés salafistes dirigés dans de nombreux cas par des étrangers (notamment d'Afrique du Nord), mais attirant des personnes de toutes les communautés résidentes du Sahel-Sahara ;
- des criminels, hors-la-loi et maraudeurs, y compris des trafiquants de drogue, trafiquants d'armes et voleurs de bétail, dont certains peuvent compter des complicités tant au sein des gouvernements du Mali et du Niger que des groupes armés salafistes ; et,
- des missions militaires et d'intervention occidentales, principalement menées par la France et les Nations Unies, avec le soutien des États-Unis et d'autres puissances occidentales.
- Certaines violences sont non étatiques mais pas anti-étatiques (par exemple celles liées au trafic de drogue), quand d'autres sont clairement anti-étatiques, mais pas nécessairement pour les mêmes raisons (comme celles à caractère salafiste ou communautariste). Les histoires divergentes expliquant les violences dépendent du contexte national, ce qui n'empêche pas toutefois un certain effet de contamination.

Depuis 2013, les violences dans la région frontalière Niger-Mali sont devenues endémiques de deux manières. Premièrement, les extrémistes violents armés ciblent les acteurs de la sécurité et de la gouvernance de l'État et tous ceux qui sont perçus comme ses alliés, en particulier les chefs traditionnels locaux. Les groupes extrémistes violents se livrent également à des violences punitives meurtrières contre quiconque refuse de suivre leurs règles, y compris le paiement des impôts, et contre toute tentative de transformer l'ordre politique local. Deuxièmement, la criminalité violente s'est nettement accrue sous la forme de vols de bétail à main armée et d'enlèvements par la force de personnes dans les camps et hameaux isolés (faisant parfois des morts), à l'image des règlements de compte opportunistes motivés par l'accès aux ressources naturelles et le pouvoir politique qui accompagne la possession de terres.

45 Niger24.org, « Forum de Banibangou : Prévenir et gérer les conflits grâce au dialogue intercommunautaire », *Niamey.com*, 14 août 2013, <http://news.niamey.com/h/3757.html>.

Si l'équilibre de la région était devenu précaire au début des années 2010, il n'aurait pas pu s'effondrer sans les groupes insurgés touaregs qui s'étaient formés contre le gouvernement malien, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) et les guerres djihadistes au nord du Mali.⁴⁶ Ces guerres ont introduit dans la région frontalière de nouveaux schémas de violence ayant entraîné un sentiment de confusion, la « psychose » décrite dans la section des conclusions. La mobilisation communautaire armée des groupes ethniques marginalisés cantonnés aux échelons inférieurs de la hiérarchie sociale traditionnelle est un phénomène nouveau, expliquant en partie les événements que l'une des personnes interrogées a décrits comme la « chasse aux chefs » : le meurtre de chefs traditionnels.⁴⁷ Ce qui constituait autrefois des actes de représailles violents négociés et limités a évolué en un effort coercitif et sans limites visant à éliminer des collaborateurs socio-économiques interdépendants. Les groupes armés communautaires au Niger doivent donc être considérés comme symptomatiques du délitement de l'ordre politique hybride⁴⁸, plutôt que comme un acteur fixe comme cela peut être le cas dans d'autres localités sahéliennes.

Les violences armées au nom du djihad sont également nouvelles,⁴⁹ même si elles suivent souvent des schémas anciens et des tactiques familières, comme le fait de saisir le bétail sous peine de mort et appeler cela un impôt – ici désigné *zakat* (l'impôt islamique) plutôt que *jangal* (un mot peul pour l'impôt sur le bétail).⁵⁰ Les nouveaux acteurs mobilisent des personnes au moyen de vieilles doléances, utilisant un discours idéologique mêlant rigorisme salafiste et critique sociale islamique plus traditionnelle. La plupart des recrues sont de jeunes Peuls et des Touaregs « noirs », mais des membres d'autres communautés, y compris celles agricoles, sont également attirés, même si leur nombre est beaucoup plus faible d'après ce que les personnes interrogées observent ou perçoivent au niveau local. En outre, les violences opportunistes commises par les maraudeurs augmentent en raison de la disponibilité accrue des armes à feu, conduisant à plus de vols de bétail et d'anarchie. Cela crée des conditions de désordre et d'anomie dans lesquelles il est difficile de construire une réponse politique cohérente.

46 Stewart, « Mali Besieged by Fighters Fleeing Libya ».

47 Radio France Internationale, « Niger : les jihadistes ciblent les chefs de village », 24 novembre 2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191124-niger-jihadistes-chefs-villages>.

48 Bethany McGann, « Hybridity and Fragmentation: Implications for Regional Security Policy in the Sahel and Beyond » (« Hybridité et fragmentation : implications pour la politique de sécurité régionale au Sahel et au-delà »), dans *Extremisms in Africa Vol 3*, dir. Stephen Buchanan-Clarke et al. (284-313. Good Governance Africa, 2020), 284-313.

49 Les conflits antérieurs n'étaient pas fondés sur une base religieuse et invoquaient plutôt des normes ou pratiques religieuses pour contester les mesures de résolution et de réconciliation. Voir : Yvan Guichaoua, « Mali-Niger : une frontière entre conflits communautaires, rébellion et djihad », *Le Monde*, 20 juin 2016, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/20/mali-niger-une-frontiere-entre-conflits-communautaires-rebellion-et-djihad_4954085_3212.html.

50 La zakat est une obligation religieuse qui ordonne aux musulmans répondant aux critères requis de faire don d'une certaine partie de leur richesse chaque année à des causes caritatives. Ce glissement terminologique pourrait être révélateur d'un resserrement des liens entre Touaregs et groupes islamistes militants par opposition aux relations collectives basées sur l'utilisation et la propriété des terres.

GROUPE ETHNIQUES IMPORTANTS À AYOROU ET ABALA	TYPE DE GROUPE ARMÉ	MANDAT/ORIENTATION DU GROUPE ARMÉ	ALLIANCES ET RELATIONS AVANT LA CRISE DU SAHEL (1991-2013)	ALLIANCES ET RELATIONS POST-CRISE DU SAHEL (2013-2019)
TOUAREGS NOIRS	RECRUES D'AUTODÉFENSE DES GROUPE ARMÉS DJIHADISTES	AUTODÉFENSE CONTRE LES TOUAREGS ROUGES ET LES DJIHADISTES	AUCUN GROUPE ARMÉ DANS LA PÉRIODE	ABSORBÉS DANS LES GROUPE DJIHADISTES
TOUAREGS ROUGES	GROUPE REBELLES (MALI) ; MILICES COMMUNAUTAIRES (MALI, PASSAGE AU NIGER)	CONTRÔLE DU NORD DU MALI (PRÉSENTÉ COMME « INDÉPENDANCE ») OU DE LA VALLÉE DE L'AZAWAD	SOUTIEN TACTIQUE DE LA LIBYE AGISSANT ÉGALEMENT COMME ARTISAN DE LA PAIX ; ALLIANCE AVEC DES GROUPE DJIHADISTES (2011-2012) ; ALLIANCE TACTIQUE AVEC LES FRANÇAIS (2012-2013)	ISOLÉS
PEULS	MILICES COMMUNAUTAIRES, PUIS RECRUES D'AUTODÉFENSE DES GROUPE ARMÉS DJIHADISTES	AUTODÉFENSE CONTRE LES TOUAREGS ROUGES ET LES DJIHADISTES	ALLIANCE STRATÉGIQUE AVEC DES GROUPE DJIHADISTES (2012-2013)	ABSORBÉS DANS LES GROUPE DJIHADISTES
ARABES	PAS DE GROUPE ARMÉ CONNU	S.O.	S.O.	S.O.
SONGHAÏS	PAS DE GROUPE ARMÉ CONNU	S.O.	S.O.	S.O.

Tableau 1. Groupes armés et affiliations ethniques au Niger

En évaluant la nature des acteurs armés violents engagés dans des violences à la fois anti-étatiques et intercommunautaires, la typologie qu'offre Van Metre sur les groupes armés communautaires et les manières dont ils exercent ces violences est un outil utile à la fois pour comprendre le rôle de la mobilisation communautaire armée au Niger⁵¹ et pour analyser en quoi la rupture des mécanismes d'équilibre intercommunautaires a contribué au sentiment omniprésent de « psychose » (évoqué dans les conclusions) et à l'escalade des actes de vengeance. La présence des chefs traditionnels et leur rôle dans la résolution des conflits ont créé des contraintes quant à l'étendue et aux niveaux de violences susceptibles de déclencher tantôt une escalade, et tantôt une résolution. C'est ce qui explique que la plupart, sinon la totalité, des violences intercommunautaires étaient négociées (avant la dégradation de l'environnement sécuritaire sahélien) et exercées dans la limite des normes socialement tolérables autour de la violence. La trajectoire de mobilisation armée des communautés a donc été doublement contrainte par la relation négociée des chefs avec l'État, qui leur a octroyé une position négociée similaire auprès des forces de sécurité de l'État.

Le rôle d'interlocuteur des chefs traditionnels est important pour les groupes djihadistes ou autres groupes militants qui empiètent sur le territoire nigérien ou traversent les centaines de couloirs commerciaux. Là où certains chefs ont été assassinés pour avoir refusé d'obtempérer, d'autres nouent des relations négociées avec les acteurs armés pour de nombreuses raisons rationnelles.⁵² Il se peut qu'ils aient cherché une

51 Le cadre de cette recherche explore les liens entre l'environnement opérationnel externe des groupes armés et leurs fonctions internes, en particulier leur exercice de la violence et les liens qui existent entre l'organisation et le fonctionnement des GAC et les facteurs environnementaux d'une part, et les transformations des GAC et l'évolution de ces facteurs d'autre part. La typologie permet d'analyser un GAC à un instant précis en termes de caractéristiques externes et internes afin d'identifier les potentiels leviers qui permettraient d'interagir avec, de le gérer ou de le transformer. Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers*, 14-24.

52 International Crisis Group, « Court-circuiter l'État Islamique dans la région de Tillabéri au Niger ».

protection auprès de la communauté ou d'autres groupes djihadistes, ou qu'ils aient compris que si les extrémistes violents détenaient un territoire et établissaient l'ordre, ils maintiendraient par cet ordre des mécanismes d'équilibre intercommunautaire, un rôle de tiers autrefois joué par l'État. En l'absence des chefs comme principal point de négociation, la distance politique et physique qui sépare les communautés des acteurs de la sécurité et de la politique de sécurité de l'État a dissous le statut négocié qui empêchait ou réduisait jusqu'ici la violence anti-étatique et le conflit intercommunautaire au sens large. Les relations entre les communautés et les forces djihadistes, militantes et criminelles peuvent être interprétées comme une prise d'otages coercitive, où les bénéfices mutuels laissent rapidement la place à l'exploitation des communautés via le recrutement ou la propagande à des fins de renforcement des capacités opérationnelles djihadistes et de leur perception comme une alternative de gouvernance légitime.

Alors que les tensions sur les ressources naturelles (terres, bétail et démarcation entre zones agricoles et pastorales) sont des facteurs de frustration pouvant mener à des violences et à un conflit perpétrés par des groupes ethniquement alignés, l'interdépendance économique est un facteur de modération ayant historiquement facilité la résolution non violente des tensions. Cependant, une issue non violente va dépendre de façon déterminante des initiatives et politiques au niveau de l'État, à l'image de la décision d'intégrer les chefs dans l'architecture officielle de l'État, qui avait permis une réduction lors de la contestation violente d'avant 2012. La dernière réunion de rétablissement de la paix, organisée par le premier ministre du Niger Brigi Rafini en 2011 sur fond de tentatives de désarmement, a échoué du fait de manquements dans l'application de la loi, dans la mesure où elle a été négociée juste avant que la guerre n'éclate dans le nord du Mali – d'abord à l'intérieur de l'État, puis sous l'impulsion des djihadistes.⁵³

CONCLUSIONS

Si l'interdépendance économique réduit les flambées de violence extrême dans toute la zone agropastorale du Niger, elle est rendue difficile dans certaines régions par des questions d'ordre sociopolitique. La section suivante examine les conclusions tirées de nos échanges avec les populations interrogées à Ayorou et Abala, lesquels ont révélé deux facteurs principaux caractérisant l'effondrement des forces de modération, et donc l'expansion de la violence, dans les régions frontalières du Niger : (1) un contexte généralisé de violence et de méfiance, et (2) une concurrence intra-ethnique pour le contrôle des systèmes de gouvernance formels et informels.

Violence et méfiance

La première et la plus évidente conclusion qui ressort des recherches menées à Ayorou et Abala en 2019 a été l'ampleur de la confusion, de la peur et du pessimisme exprimés par les communautés locales lorsqu'elles ont été interrogées sur le contexte de violence. À la lumière de ces entretiens, l'état d'esprit dominant sur le contexte de violence peut se résumer à trois schémas : psychose, méfiance et espoir.

PSYCHOSE

Le mot « psychose » est devenu un raccourci répandu localement pour décrire la réponse publique au climat de violence dans la région. Une version populaire du mot signifie une peur généralisée, un sentiment d'insécurité, d'une menace tapie dans l'ombre. À Bani-Bangou, où la psychose est sans doute la plus forte, même les chercheurs de bonne foi en possession des documents de recherche nécessaires

⁵³ Idrissa, « Traditional authorities in Niger: Politicization and under-representation », 70-73.

sont vus d'un mauvais œil en tant qu'étrangers, et donc assaillants potentiels. Cela tient en partie au fait que personne n'est clairement capable de discerner d'où viennent les attaques, qui en sont les auteurs, ou pourquoi elles sont perpétrées.⁵⁴

Au cours des précédents épisodes de violence, notamment dans les années 1970 et 1980, l'identité des assaillants et des victimes, les raisons des violences et le moment où elles devaient se produire étaient raisonnablement clairs pour les communautés touchées. Il existe par exemple des histoires orales sur les querelles locales, lesquelles nous ont souvent été relatées par des personnes interrogées se remémorant les années 1970.⁵⁵ D'après ces récits, les épisodes précédents de violence étaient principalement le fait d'agriculteurs qui défendaient leurs champs et leurs jardins contre les dégâts provoqués par le bétail des éleveurs, d'éleveurs qui défendaient leur accès aux pâturages, et de groupes de communautés opposées – voire d'une même communauté – qui s'affrontaient autour de leurs revendications territoriales respectives. Un schéma de violence plus gratuite est apparu lorsque des groupes touaregs se sont mis à voler du bétail appartenant à des membres de toutes les communautés non touaregs. Cette conscience des différents schémas de violences ayant cours dans la région, qui résultait de la modération des affrontements et de l'établissement de normes de violence par les chefs tribaux traditionnels, s'est depuis évaporée.⁵⁶

Les personnes interrogées dans le cadre de ce rapport dans le nord de Tillabéri sont davantage déconcertées par les récits de violence actuels. Une personne interrogée a utilisé le mot « mystification » pour décrire ce qu'elle considérait comme un effort intentionnel en vue de semer la confusion, où les auteurs de violences se font passer pour des Peuls en portant des vêtements typiques des Peuls ou en parlant leur langue, le fulfulde.⁵⁷

MÉFIANCE

La psychose engendre une méfiance totale. La question du manque de confiance s'est retrouvée dans tous les entretiens. Dans une certaine mesure, les personnes interrogées font un lien entre la montée de la méfiance et l'arrivée d'étrangers⁵⁸ – non seulement des réfugiés du Mali (« des gens que nous ne connaissons pas »⁵⁹), mais aussi des commerçants arabes itinérants qui sont basés au Mali et peuvent être considérés comme partageant la même culture que les dirigeants nord-africains et arabophones du djihadisme. Mais la méfiance est généralisée et ne répond à aucun schéma clair. « Il y a trop de questions sans réponse », dit un villageois.⁶⁰

Une conséquence de cette psychose est la restriction de mouvement que s'imposent les membres de la communauté. À Ayorou, le responsable local d'une organisation de défense des droits de l'homme a expliqué que si les communautés subissent des vols de masse, les agresseurs semblent jouir d'une grande liberté d'action en ce qu'ils ne se soucient nullement des préoccupations concernant la mobilité

54 Nous tirons ces informations d'autres chercheurs qui nous ont fortement recommandé de ne pas nous rendre à Bani-Bangou. Un mois avant notre travail de terrain, une équipe du laboratoire de sciences sociales LASDEL, basé à Niamey, l'institut qui héberge l'EPGA, un groupe de réflexion sur l'économie politique au Niger fondé par l'auteur, a mis fin à une intervention à Bani-Bangou après que les autorités locales l'ont avertie que la sécurité des chercheurs ne pouvait être garantie.

55 Peut-être en raison de l'époque traumatisante de la grande sécheresse du Grand Sahel entre 1968 et 1985.

56 Groupes de discussion à Niamey après le travail de terrain, 2019.

57 Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement local d'Ayorou.

58 Entretiens avec des représentants du gouvernement local d'Ayorou.

59 Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement local d'Ayorou.

60 Entretien avec un habitant d'Ayorou Goungou Koré, l'ancien village d'Ayorou.

et la sécurité et ne sont pas dissuadés par la présence accrue d'acteurs de sécurité limitant la mobilité.⁶¹ Ce contraste contribue au climat de méfiance entre les communautés, mais également entre la communauté et l'État. Si les gens ne savent pas où et quand les agresseurs vont frapper, ils se déplacent le moins possible. Comme l'a clairement indiqué une personne interrogée : « Avant, dans les années 1980, les éleveurs marchaient jusqu'à Tasara [à plus de 400 km] pour donner de l'eau à leurs bêtes au beau milieu de la nuit. Aujourd'hui, on hésite à aller à Firgoun en plein jour, alors que ce n'est qu'à 8 km. »⁶²

Beaucoup sont convaincus que les « bandits » (le mot utilisé dans la région, plutôt que « terroristes », qui est courant dans la capitale⁶³) ont des espions et des complices au sein même du gouvernement central. En l'absence de protection pour et par les chefs traditionnels, la suspicion envers l'État est une conséquence rationnelle de la perturbation des logiques locales de violence normative et de résolution des conflits due tant aux acteurs terroristes qu'aux efforts de lutte contre le terrorisme.

ESPOIR

Le contraste est net entre Ayorou et Abala. Les réponses pessimistes à l'entretien mettant l'accent sur la psychose et la méfiance ont très majoritairement émané de personnes interrogées à Ayorou. Celles interrogées à Abala ont également dressé un tableau sombre de la situation, mais étaient comparativement plus optimistes pour l'avenir. Leur espoir vient principalement de leur satisfaction de voir l'économie d'échange redémarrer, donnant crédit tant aux initiatives politiques du maire adjoint d'Abala que du gouvernement central (par exemple, la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix, HACP).⁶⁴ L'économie d'échange, telle qu'incarnée par le marché d'Abala, est le mécanisme pragmatique qui sous-tend l'interdépendance.⁶⁵

À Abala, nous avons rencontré un représentant du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA)⁶⁶, un groupe séparatiste touareg malien. Marchand de bétail venu pour affaires, il a insisté sur l'amitié entre Touaregs Daoussahak et Peuls (qui sont les deux principaux antagonistes du conflit armé local), même s'il a reconnu qu'il ne se serait pas senti en sécurité en venant au marché quelques mois auparavant. Toutes les personnes interrogées ont insisté sur le fait qu'il fallait faire davantage pour éviter que la crise ne se reproduise. Le travail de la HACP en particulier a été salué. L'institution semble avoir mis en place dans la zone un système d'alerte précoce efficace qui a permis d'éviter un certain nombre de rixes intercommunautaires. Ce système est né des relations que la HACP a nouées avec les chefs et religieux locaux, qui sont plus permanentes et continues que celles que ces derniers sont censés entretenir avec les administrations territoriales locale et régionale (préfets et gouverneurs). En outre, la HACP est généralement en mesure d'établir avec les informateurs locaux des contacts plus informels et discrets que les autres organisations étatiques.

61 Entretien avec un haut responsable de l'Association Nigérienne pour la Défense des Droits Humains (ANDDH) à Ayorou.

62 Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement local d'Ayorou.

63 L'État a adopté le langage de la lutte antiterroriste dans son action militaire contre la menace salafiste militante transfrontalière. Le fait de qualifier ces individus de « terroristes » fait partie du discours commun qui veut que les responsables de violences ne soient « pas nigériens ».

64 Selon sa mission officielle, placée sous la supervision de la présidence nigérienne, la HACP est chargée de cultiver la paix, le dialogue et le respect, et d'identifier des solutions aux causes socio-économiques de l'insécurité, du banditisme, de la rébellion et des nouvelles sources d'insécurité liées au terrorisme et au trafic. Elle élabore, met en œuvre et supervise des programmes de rétablissement pour les communautés touchées par le conflit et s'efforce d'identifier des actions pour corriger les inégalités, les disparités et l'exclusion dans le processus de développement, afin de promouvoir la cohésion et l'unité nationales. Pour en savoir plus, voir « Mission de la HACP », Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), consulté le 25 mars 2021, <http://www.hacp-niger.org/>.

65 Les lieux d'interactions intercommunautaires ont un impact positif sur la psychose signalée, dans la mesure où les interactions régularisées entre communautés réduisent le spectre de l'autre.

66 Le groupe s'est séparé du MNLA en septembre 2018.

Consolidation de la paix, dialogue, respect, identification de solutions aux causes socio-économiques de l'insécurité, du banditisme, de la rébellion et des nouvelles sources d'insécurité liées au terrorisme et au trafic. Mise en œuvre de programmes et collecte de données, identification des actions visant à corriger les inégalités, les disparités et l'exclusion dans le processus de développement, cohésion et unité nationales, validation de l'impact sur les communautés concernées.

Ces initiatives et efforts, toutefois, ne semblent pas être à même d'apaiser une population clé : les jeunes radicalisés des communautés d'éleveurs peuls. Le message salafiste qui organise la colère de la jeunesse peule attire aussi les jeunes d'autres communautés. On estime néanmoins que les jeunes Peuls (et les Touaregs « noirs ») constituent la majorité des recrues extrémistes violentes, étant restés insensibles aux attraits de l'interdépendance pacifique. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que leur mécontentement provient en grande partie des difficultés qu'ils ont à s'intégrer au système économique agropastoral de la région. Selon deux individus de la région de Tahoua⁶⁷ interrogés dans le groupe de discussion organisé après le travail de terrain, la cause initiale de ces difficultés d'intégration économique tient aux restrictions croissantes imposées aux corridors de transhumance en raison des opérations des forces de sécurité et de l'absence de démarcations bien réglementées entre les terres agricoles et les pâturages.⁶⁸ En outre, le taux de croissance démographique est beaucoup plus élevé chez les agriculteurs que chez les éleveurs, limitant un peu plus l'accès aux terres disponibles et suscitant des griefs parmi les communautés nomades.⁶⁹

L'interdépendance et l'État

Le cadre social de la zone de la recherche est complexe. Les deux sites dénombrent cinq groupes ethniques : les Songhaïs-Zarmas et les Haoussas, qui sont des communautés agricoles, et les Peuls, les Touaregs et les Arabes, qui sont principalement des pasteurs. Toutes les communautés possèdent des bovins et d'autres animaux et possèdent une caste commerciale. Chez les Peuls et les Touaregs, le fossé entre « maîtres » et « esclaves » est criant, même si l'esclavage est illégal au Niger. Il est également racialisé car la langue locale parle de Touaregs « rouges » et « noirs » (ceux-ci étant également connus sous le nom de *Bellas*, d'après un mot songhaï)⁷⁰, les premiers étant les prétendus maîtres et les seconds les prétendus esclaves.

67 La région administrative du Niger située à l'est de Tillabéri.

68 Bien que cette recherche ait été menée avant la pandémie mondiale de COVID-19 de 2020, l'impact que les fermetures de frontières liées à la COVID ont eues sur les éleveurs a été similaire à celui de l'augmentation des opérations de sécurité et de la surveillance des communautés transhumantes.

69 Rahmane Idrissa, « Political Economy of Fertility in Rural Niger: Exploring the Communes of Karma and Aguié » (« Économie politique de la fertilité dans les campagnes du Niger : exploration des communes de Karma et d'Aguié »), rapport d'étude, Sahel Resilience Learning (SAREL) et USAID, 2016.

70 Le concept de « Touaregs noirs » semble être préféré dans le discours public par ceux qui s'identifient comme tels, c'est pourquoi je l'utiliserai dans la majeure partie de ce travail de recherche. Cependant, dans le langage local des communautés locales, le terme *Bellas* prévaut. Je l'utiliserai donc dans cette section. Ces mots peuvent également prêter à confusion dans la mesure où *Bellas*, qui est un mot songhaï, est souvent utilisé par les orateurs songhaïs pour désigner tous les Touaregs, « noirs », comme « rouges », malgré le fait que la langue songhaï possède effectivement un mot (*Surgu*) pour les Touaregs « rouges ».

Site	Arabes	Haoussas	Peuls	Songhaïs-Zarmas	Touaregs	Total général
Ayrou	12	03	24	34	30	100
Abala	07	23	27	20	23	100
Total général	19	26	50	51	53	200

Tableau 2 : Sur les deux sites de recherche, Ayrou et Abala, des membres de tous les groupes ethniques ont été interrogés.

Les chiffres qui nous intéressent sont ceux qui distinguent les communautés ayant un héritage pastoral et agricole : 61 % des répondants appartiennent aux groupes pastoraux et 39 % aux groupes agricoles. Ces proportions, bien qu'apparues aléatoirement, et peut-être précisément pour cette raison, sont révélatrices du poids des communautés pastorales dans la région. Ces communautés sont également les principaux acteurs de l'état de violence.⁷¹ L'interdépendance a été évaluée en interrogeant les personnes au sujet des mariages mixtes (tant entre membres de communautés différentes que d'une même communauté, au sein des communautés pastorales entre personnes de statut différent), des relations dans les champs, des relations sur le marché et des langues parlées.⁷²

Les tendances qui ont émergé de l'enquête indiquent que l'interdépendance est forte entre toutes les communautés, à l'exception des Touaregs et des Peuls, et qu'elle tend à être faible ou fracturée entre personnes appartenant à des castes différentes au sein des communautés pastorales. C'est ce que mettent en avant les conflits opposant « maîtres » et « esclaves » parmi les Touaregs et les Peuls. Ces termes français utilisés dans le discours public au Niger reflètent non pas l'esclavage réel, mais des formes de subordination traditionnelle nées à une époque où les Touaregs, les Peuls et d'autres sociétés locales vivaient sous un régime où diverses formes de servitude, y compris l'esclavage, étaient pratiquées.⁷³

Aujourd'hui, les descendants des « maîtres » s'efforcent de préserver une partie des droits et de l'autorité qu'ils tirent de cet ancien régime, tandis que les descendants des groupes subalternes et serviles s'efforcent d'y résister, ce qui entraîne des tensions pouvant, sous certaines conditions, dégénérer en conflits. De telles oppositions mettent en évidence une dynamique de conflit née d'une interdépendance défailante qui conduit à la radicalisation, à mesure que les groupes interagissent de plus en plus et se mêlent aux forces militantes opérant dans la région sur fond d'agitation contre l'incapacité de l'État à gérer la contestation. **Les récits des éléments djihadistes trouvent un écho auprès des groupes qui cherchent à dépasser les liens historiques entre les différentes castes.**

71 Les communautés pastorales sont politiquement désavantagées dans les efforts soutenus par l'État en vue du développement de l'agriculture et donc de la production de marchandises.

72 L'objectif de cette enquête était de comprendre ce qu'implique l'interdépendance entre les communautés résidentes, ainsi que la manière dont l'État est perçu. Cette enquête menée sur un seul site le jour du marché n'a pas valeur de sondage scientifique. Cependant, si ses résultats font ressortir des opinions courantes à un instant précis, elle s'avère utile lorsqu'elle est contextualisée. L'enquête n'étant pas basée sur une mesure, ce travail de recherche n'utilisera pas les chiffres pour l'analyser, mais se référera plutôt aux schémas indiqués lorsqu'ils sont remis en contexte.

73 Pour le travail de Benedetta Rossi dans la région voisine d'Ader, voir : Benedetta Rossi, *From Slavery to Aid. Politics, Labour, and Ecology in the Nigerien Sahel, 1800-2000* (« De l'esclavage à l'aide. Politiques, travail et écologie dans le Sahel nigérien, 1800-2000 ») (Cambridge : Cambridge University Press, 2015).

L'exemple le plus frappant est celui d'Inates, une colonie de peuplement touarègue du département d'Ayorou où l'armée nigérienne a subi une attaque mortelle à la mi-décembre 2019.⁷⁴ La chefferie d'Inates est tenue par des Touaregs « rouges » de haut statut. La majorité de la communauté locale est constituée de Touaregs « noirs » (ou *Bellas*), qui s'opposent à la domination teintée de condescendance, de racisme et de violence des « rouges »⁷⁵. Le processus de décentralisation, qui a conduit à l'émergence des autorités locales élues (maires et conseillers) dans les années 2000, a vu la montée en puissance des fonctionnaires *Bellas* par le biais du vote. Inates est devenue un site où pouvoir traditionnel et légitimité démocratique se sont affrontés sur des critères liés à la différence des statuts : alors que le chef est encore un Touareg « rouge », le maire est un *Bella*. Alors que la cause du *Bella* est portée par la participation démocratique, celle du « rouge » semble être soutenue par l'État dans la mesure où les chefs sont membres de l'administration territoriale et tirent leur pouvoir et leur influence de cette position, ce qui leur permet de freiner la progression de la démocratie locale.

Dans le climat actuel de violence, deux chefs d'Inates – un père et son fils – ont été assassinés l'un après l'autre (en avril et juillet 2019). Tout le bétail du maire (plus de 800 têtes) – dans ce contexte le bétail est capital – a été volé par une bande armée au prix de plusieurs morts. Ces événements indiquent que le combat entre « rouges » et *Bellas* est devenu une lutte à mort. Inates est depuis devenue un terrain de recrutement pour les acteurs extrémistes violents, nombre de personnes y étant réceptives aux critiques radicales contre les formes traditionnelles de domination, dont on estime qu'elles sont validées par l'État. Dans ce domaine, la HACP, perçue comme étant « du côté des chefs (et des "maîtres") »⁷⁶ n'est pas la bienvenue et fait beaucoup moins bien qu'à Abala, par exemple.

À Inates, il existe une interdépendance économique entre *Bellas* et Touaregs « rouges », mais ce cas suggère que l'interdépendance conduit à la modération lorsqu'elle repose sur l'égalité, et non sur une culture de l'inégalité.⁷⁷ Dans le cas des relations intercommunautaires dans les champs et sur le marché avec une égalité pragmatique basée sur les échanges, le schéma général est également celui d'une forte interdépendance. Il se distingue à une extrémité du spectre par les Haoussas, la population qui semble avoir les relations les plus positives avec toutes les communautés, et de l'autre par les Peuls, la population ayant les relations les moins positives avec toutes les communautés.

Le cas des Haoussas peut s'expliquer par certains aspects de leur communauté, y compris un engagement plus fort dans le commerce et les services et une société où les statuts sont moins hiérarchisés (bien qu'ils le soient d'une manière différente) et les tabous moins nombreux qu'au sein des autres. Contrairement aux Songhaïs-Zarmas, l'autre communauté agricole de la région, les Haoussas exercent les métiers de boucher et de vendeur de viande, par exemple, un commerce important impliquant des relations économiques transversales au sein d'une région agropastorale.

74 Hannah Armstrong, « Derrière l'attaque jihadiste d'Inates au Niger », *International Crisis Group*, 13 décembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/behind-jihadist-attack-inates>

75 Dans un entretien, un élu d'Inates, un Touareg « noir », a déclaré à propos des « rouges » : « Ce sont des gens qui avaient l'habitude de tuer et de piller comme bon leur semblait et ils ne pensaient pas que cela pouvait leur arriver. » Le recensement de cette violence appartient à l'histoire orale et n'a fait l'objet d'aucune recherche de la part d'universitaires ni de journalistes. Elle n'est donc pas avérée, mais n'en est pas moins crédible.

76 Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement local d'Inates.

77 Les élites, dans cette culture, croient que l'esclavage est un commandement de Dieu. Lorsqu'une frappe aérienne française a tué des insurgés touaregs « noirs », ils ont vu dans cet événement non pas le résultat d'une « action anti-terroriste », comme les Français le pensaient, mais le châtement de Dieu pour la « trahison des esclaves ». (Entretien avec un représentant du gouvernement local d'Inates.)

Le cas des Peuls semble indiquer deux éléments d'explication divergents. D'une part, il pourrait signifier que les Peuls sont marginalisés, ce qui contribuerait à leur radicalisation. D'autre part, il pourrait signifier que leur perception en tant que principaux auteurs des violences dans la région aujourd'hui a renforcé leur marginalisation et donc leur volonté de former des alliances avec des militants qui ne les perçoivent pas comme un adversaire sociopolitique. C'est avec les Touaregs, en particulier les Touaregs « rouges », que les Peuls semblent avoir les relations les plus difficiles. Pourtant, les données des entretiens indiquent également que dans certains des groupes de violence, des Peuls sont alliés à des groupes de Touaregs, y compris des Daoussahak.⁷⁸

Les Peuls ne constituent pas un groupe homogène dans cette région, malgré leur généralisation dans le discours politique et la politique de sécurité régionale.⁷⁹ Ils sont répartis dans plusieurs communautés nommées d'après les lieux d'origine qu'ils revendiquent, parfois éloignés de la région frontalière. Par exemple, les Gandakobé Jaalgobé viennent du département de Téra, à la frontière avec le Burkina Faso, à plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest ; les Adrawa Gorgabé d'Ader, une région à plusieurs centaines de kilomètres à l'est ; les Doubankobé Gobirankobé de Gobir, encore plus loin qu'Adar, au sud-est.⁸⁰ Ces groupes ne sont pas d'accord sur tous les sujets et peuvent avoir des intérêts et alliances différents avec d'autres communautés. Le groupe considéré comme le plus engagé dans l'extrémisme violent, les Tolébé, attaque d'autres groupes peuls afin de prélever de force une *zakat*, l'impôt islamique.⁸¹

Le contraste entre Ayorou et Abala confirme l'hypothèse qu'une interdépendance faible ou fracturée engendre moins de modération et des risques plus élevés de violence. Cette réalité est également le fruit des perceptions de l'économie et de l'État, c'est-à-dire du pouvoir qui pourrait compenser les risques en élaborant et en mettant en œuvre des politiques utiles, en particulier concernant la gouvernance des ressources. Dans les deux cas, le contraste entre les deux sites demeure. À la question sur la situation de l'économie dans leurs départements respectifs, les personnes interrogées d'Abala étaient beaucoup plus optimistes que celles d'Ayorou.

État de l'économie	Ayorou	Abala	Total général
Plutôt bonne	12	49	61
Plutôt mauvaise	79	39	118
Pas de réponse	9	12	21
Total général	100	100	200

Tableau 3 : Réponses à la question sur la situation de l'économie dans le département, par site de recherche.

La plupart des personnes interrogées à Ayorou (plus de 80 %) sont insatisfaites du travail du gouvernement dans l'éducation, la santé et la justice, tandis qu'à Abala la plupart (environ 60 %) sont satisfaites. À Ayorou, le secteur dans lequel les personnes interrogées se plaignaient le plus était celui de la justice

78 Le chercheur n'a pas été en mesure de démêler cette situation par manque d'outils de recherche et de temps. Cela semble être lié aux difficultés globales que rencontre la population peule dans la région.

79 Madeline Velluro, « Fulani and Jihad in West Africa: a complex relationship » (« Les Peuls et le djihad en Afrique de l'Ouest : une relation complexe »), *Good Governance Africa*, 13 octobre 2020, <https://gga.org/fulani-and-jihad-in-west-africa-a-complex-relationship/> (en anglais).

80 Plusieurs autres groupes peuls considèrent le Niger comme leur terre. Bien que non exhaustive, cette liste s'avère pertinente vis-à-vis des sites de recherche et les dynamiques de conflits directs.

81 Selon une personne interrogée, en termes de capital local, c'est-à-dire en termes d'animaux, cela équivaut à un taureau, un veau mâle de deux ans et deux béliers.

(43 %), tandis qu'à Abala, il s'agissait de l'éducation (40 %). Ces deux secteurs sont fortement corrélés à la proximité avec l'État : l'éducation favorise la formation du personnel de l'État, tandis que la justice est le secteur clé où son intervention est nécessaire pour régler les questions qui nourrissent les conflits. Au Niger, l'État parle français, si bien qu'une carrière dans des organisations étatiques nécessite une éducation scolaire en français. Ce type d'éducation est donc fortement associé à l'État. Un système de justice qui fonctionne bien, en particulier selon les critères locaux, est la prévention en première ligne de l'escalade des conflits.⁸²

Sur la question de la gouvernance étatique/publique, c'est le gouverneur qui se classe au plus bas, comme on pouvait peut-être s'y attendre, en tant qu'autorité plus éloignée. Le meilleur classement revient aux imams à Ayorou et aux chefs de village à Abala. Un contraste éloquent est celui de la gendarmerie, figure centrale de l'État sécuritaire dans les campagnes et les petites villes, nettement plus appréciée à Abala (22 réponses positives) qu'à Ayorou (8 réponses positives). Les maires et la HACP s'en sortent également relativement bien. Globalement, au moment de cette recherche, aucune autorité n'a atteint un taux de réponses positives de 50 (le taux le plus élevé, avec 33 réponses positives, a été atteint par les imams à Ayorou). Cela suggère que **la gouvernance publique/étatique suscite davantage de frustration que de satisfaction.**

Ces chiffres ne sont pas concluants. Ils reflètent une réalité qui ne se limite pas à cette partie du Niger et qui ne revêt une importance particulière qu'en raison des conflits qui font rage ici. Des enquêtes à grande échelle menées par Afrobaromètre enregistrent des taux similaires de frustration et de satisfaction à l'égard du travail du gouvernement dans tout le pays, bien que les sentiments et l'incidence de l'insécurité physique soient beaucoup plus faibles.⁸³ À cet égard, les différences entre Ayorou et Abala sont suffisamment cohérentes – et également assez cohérentes avec les données des entretiens – pour tirer la conclusion que les politiques de l'État et des autorités locales peuvent avoir un impact positif. Mais pour comprendre les conditions et le sens de tout changement positif, il nous faut adopter une vision plus large, revoir la notion d'équilibre et nous plonger dans les relations interethniques historiques sous-jacentes à l'État.

REVOIR LA NOTION D'ÉQUILIBRE : TENDANCES HISTORIQUES ET POLITIQUES

Dans une perspective plus large, l'équilibre des relations entre les communautés résidentes a longtemps été limité par des tensions et des conflits profondément ancrés dans l'histoire et été précipité par les changements politiques autour de la démocratisation et de la décentralisation des années 1990-2000. Cependant, même ces changements n'auraient pas conduit aux conflits actuels sans la guerre au Mali. Ces changements jouant un rôle majeur dans les perceptions locales, l'auteur les a reconstitués dans cette section en revisitant les épisodes pertinents de l'histoire coloniale et récente du Niger.

82 Voir le précédent rapport de recherche RESOLVE sur la dynamique au Tchad liée à la langue et à la laïcité. Voir : Remadji Hoinathy et Daniel Eizenga, *The State of Secularism in Chadian Higher Education: Testing Perceived Ties to Violent Extremism* (« L'état de la laïcité dans l'enseignement supérieur au Tchad : tester les liens perçus avec l'extrémisme violent ») (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), <https://doi.org/10.37805/lcb2019.2> (en anglais)

83 Afrobaromètre, « Résumé des résultats. Sixième série de l'enquête Afrobaromètre au Niger, 2015 », LASDEL, avril 2015, <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Summary%20of%20results/ngr-r6-sor.pdf>.

Évolution historique

Le changement dans la zone frontalière s'est produit en deux grandes vagues. La première vague remonte à l'époque coloniale, la deuxième aux années 1990 (voir la sous-section suivante). Une vision romantique de l'histoire africaine désigne souvent les frontières coloniales artificielles comme responsables des tensions et conflits sur le continent. Cela suppose que tout ce qui s'est passé avant était dépourvu de conflits, une pensée qui mène dangereusement à la notion raciste selon laquelle l'Afrique n'a pas eu d'histoire avant l'arrivée de l'homme blanc. Or l'histoire est *bel et bien* faite de conflits et de luttes.

Le colonialisme a brisé un système unifié qui s'étendait du sud de Tombouctou aux départements d'Ayorou, d'Abala et de Bani-Bangou, jusqu'aux zones situées juste au sud de ces villes, de l'autre côté de la frontière actuelle entre le Mali et le Niger : l'hégémonie de la noblesse touarègue Ouelleminden qui s'est développée à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles. Les Ouelleminden n'ont pas construit d'État – ils n'avaient pas d'administration et ne rendaient pas les services attendus d'un État – , mais s'adonnaient plutôt à un chantage à la protection, imposé grâce à la mobilité guerrière des élites touarègues, intimidant les agriculteurs afin qu'ils leur paient un tribut.⁸⁴ Impressionné, le premier explorateur militaire français de la région, Émile Hourst, la qualifia de « pays des Touaregs ». Le premier livre français sur la colonie du Niger, également écrit par un militaire, présentait les principales populations agricoles de la région, les Songhaïs, comme méritant qu'on les piétine.⁸⁵

Or le colonialisme français avait besoin de main-d'œuvre et d'impôts, lesquels provenaient davantage des agriculteurs que des chefs de guerre itinérants. La puissance de ces derniers fut donc brisée et, dans les années 1930, les communautés agricoles commencèrent à se développer vers le nord. C'est à cette époque que les Zarmas fondèrent Bani-Bangou et que les Haoussas fondèrent Abala. Nombre des litiges portant sur la propriété des terres autour d'Ayorou remontent également à cette période. Les chefs touaregs prétendent que les terres leur ont été données par les ancêtres des chefs (songhaïs) d'Ayorou, qui pour leur part rejettent cette affirmation en sous-entendant qu'elles ont été en réalité extorquées et doivent être restituées à leurs propriétaires légitimes.⁸⁶

Cette première vague de changement est à l'origine d'une grande partie des violences touarègues, qui en l'absence de contexte, semblent gratuites. Nombre de membres des élites touarègues se souviennent de cette période comme d'une époque où les Français ont remplacé le chantage à la protection touareg par le leur et élevé en définitive les « races inférieures » que sont les Zarmas et les Haoussas, dont le destin était d'être esclaves, à une position de commandement. Ce renversement de « l'ordre naturel » était intolérable à leurs yeux.⁸⁷

84 Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Les Sociétés songhay-zarma, Niger-Mali : chefs, guerriers, esclaves, paysans* (Paris : Karthala, 1984) ; Benedetta Rossi, *From Slavery to Aid. Politics, Labour, and Ecology in the Nigerien Sahel, 1800-2000* (« De l'esclavage à l'aide. Politiques, travail et écologie dans le Sahel nigérien, 1800-2000 ») (Cambridge : Cambridge University Press, 2015).

85 Émile Hourst, *La Mission Hourst sur le Niger et au pays des Touaregs* (Paris : Plon, 1898) ; Maurice Abadie, *La Colonie du Niger. Afrique centrale* (Paris : Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1927) ; Olivier de Sardan, *Les Sociétés songhay-zarma, Niger-Mali*.

86 Voir Xavier Bernier, « Les conséquences des sécheresses récentes sur le développement agropastoral au nord de Filingué (Niger) » (Thèse, université Joseph Fourie, Grenoble, 1988) ; ainsi que les données d'entretien du groupe de discussion de Niamey et l'entretien avec un fonctionnaire du gouvernement local d'Ayorou.

87 Cette information provient d'un journaliste du *New York Times* qui travaillait sur un reportage sur la rébellion en cours dans la région d'Agadez en 2007. Les Touaregs interrogés par le journaliste soutenaient la rébellion mais étaient originaires de la région frontalière entre le Niger et le Mali, et non d'Agadez. Lidya Polgreen, correspondance personnelle avec l'auteur. Voir aussi concernant le reste de la région (nord du Mali) : Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*

Cette histoire ressort dans les entretiens menés pour cette étude. Les maraudeurs touaregs qualifiaient leur pillage des troupeaux de « taxe », renvoyant à l'idée que le pays leur appartenait. Le mot utilisé est *jangal* (mot peul désignant l'impôt sur le bétail), et non *zakat*.⁸⁸ Selon une personne interrogée, ce comportement est devenu plus flagrant lors des rébellions touarègues des années 1990 qui revendiquaient la région comme faisant partie du « pays touareg »⁸⁹.

Un ancien milicien peul interrogé par l'auteur dans le cadre d'un autre projet de recherche en juin 2019 déclarait qu'au cours des années 1980, les raids de bétail se produisaient uniquement sur le territoire malien, en partie parce que l'homme fort du Niger de l'époque, le Gal. Seyni Kountché, était prêt à et capable de protéger la frontière. Il offrait également une explication « matérielle » à ce qu'il considérait comme du banditisme : le personnel de sécurité malien d'un avant-poste éloigné de Bamako n'avait pas hésité à participer au pillage, parce que le bétail nigérien volé atteignait de bons prix sur les marchés du sud du Mali.⁹⁰ Il soulignait également que les Peuls s'étaient comportés de la même manière, d'abord par représailles, puis parce que certains y avaient pris goût.

La rébellion du MNLA, mouvement séparatiste touareg malien qui a déclenché les guerres en 2012, a été vue comme une menace directe par l'élite locale peule. Son objectif affiché était de faire renaître l'ancien « pays touareg », ce qui ne pourrait se faire qu'au détriment d'autres groupes de la région. Particulièrement inquiétées par ses premiers succès, les communautés peules résidant à la frontière se sont alignées sur le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), groupe djihadiste où les Peuls étaient prédominants du fait d'un très important afflux de combattants peuls depuis la frontière entre le Mali et le Niger en 2012-2013. Plus tard, le soutien militaire affiché des Français vis-à-vis d'une partie de la milice séparatiste touareg (le MSA et le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés [GATIA])⁹¹, à plus forte raison parce que rien n'indiquait que les gouvernements de Niamey et de Bamako voulaient le contrebalancer, est venu conforter un peu plus les Peuls dans leur alliance avec les djihadistes.

Changement politique

La deuxième vague de changement central a eu lieu dans les années 1990. À l'époque coloniale et post-coloniale, les gouvernements s'appuyaient sur un système de chefferie réinventé pour maintenir la paix dans les zones rurales. C'était moins vrai sous la Première République (1960-1974), qui dirigeait le Niger à l'époque des théories de modernisation, et cherchait par conséquent à renverser le « féodalisme », comme était alors qualifié le système de chefferie. Le régime militaire (1974-1991) est revenu soutenir les chefs pour des raisons pragmatiques, principalement comme assistants dans sa politique de développement rural. La démocratisation de 1991 les a à nouveau rejetés, cette fois au nom du libéralisme (liberté et droits de l'homme). On pensait que l'autorité devait venir du consentement du peuple et non de la « tradition ». Les chefs ont été le plus touchés par ce changement lors de la mise en œuvre de la décentralisation

(Paris : Karthala, 1999), 292-293 ; André Bourgeot, *Les Sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistances* (Paris : Karthala, 1995), 356 ; Normand, « Le Sahel peut-il retrouver la paix ? »

88 La distinction sociolinguistique est importante en vue d'identifier pourquoi et comment les groupes touaregs se sont alignés sur le plan rhétorique sur les militants islamistes, du point de vue de leurs concurrents ethniques.

89 Extrait d'un entretien collectif avec les chefs des Peuls de Booni, des Peuls de Daya et des Haoussas d'Ayorou.

90 Un entretien avec un gentleman de Gao réalisé à Bamako en juillet 2019 pour un autre projet (recherche sur les réseaux migratoires financée par la fondation Friedrich-Ebert) l'a confirmé. Voir : Rahmane Idrissa, *Un dialogue sur fond de divergence : l'impact de la politique migratoire européenne sur l'intégration ouest-africaine. Les cas du Nigeria, du Mali et du Niger* (Berlin : fondation Friedrich-Ebert, Section Afrique, 2019), <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15340.pdf>.

91 Cette histoire suggère que les impressions favorables que les militaires français avaient eues de la vaillance militaire des Touaregs à leur arrivée dans la région se vérifient encore, ou tout du moins se vérifiaient au début des années 2010.

(c'est-à-dire la démocratisation au niveau local) au début des années 2000, avec la tenue des premières élections locales en 1999. Si dans de nombreuses régions du pays, ce changement signifiait que les chefs allaient devoir apprendre à cohabiter avec des élus qui ne leur étaient peut-être pas redevables, dans les zones agropastorales, il a entraîné la révolte de ceux qui souffrent de la stigmatisation, voire des réalités d'une condition de servitude.

Dès l'adoption de la démocratie par le Niger, une association nationale baptisée Timidria (« solidarité » en tamashaq, la langue touarègue), fondée en 1991 par les classes traditionnelles en servitude, a rapidement remporté des succès qui ont menacé la position des classes traditionnelles des maîtres, en particulier parmi les Touaregs. Par exemple, dans les départements agropastoraux de la région de Tahoua, les Touaregs « noirs » ont tourné le système de chefferie à leur avantage en demandant la création de nouvelles chefferies dirigées par des « noirs », lesquelles sont venues déposséder les plus anciennes de leurs administrés. Nous avons vu qu'à Inates, la *timidria* entre Touaregs « noirs » leur a donné le contrôle de la commune, qui dans le contexte démocratique constitue la véritable autorité locale. Le caractère social-révolutionnaire de ce changement a ravivé les tensions parmi les élites touarègues et aurait pu pousser à la violence.

Cependant, au début des années 2010, le gouvernement du Niger, sous la présidence de Mahamadou Issoufou, a ouvert grand les portes de l'État à ces élites, leur donnant ainsi des garanties. Depuis 2011, le premier ministre est un homme politique touareg issu de l'establishment traditionnel de la région d'Agadez, et de nombreux échelons supérieurs de l'État ont été occupés par des personnes ayant eu un parcours similaire. Cela a donné aux Touaregs « noirs » l'amère impression que le gouvernement central aurait toujours tendance à se ranger du côté de la classe des « maîtres ». Une perception similaire s'est développée dans les milieux locaux, à la grande satisfaction des élites touarègues. Ce faisant, la polarisation autour des différences de statut s'est durcie dans l'ensemble des régions agropastorales.⁹²

Ces clivages ont ouvert la voie au contexte actuel – la vulnérabilité sous-jacente cachée par les systèmes de modération qui limitaient les violences –, mais ne sont pas parvenus à répondre aux griefs profondément enracinés vis-à-vis de la démocratisation progressive du pouvoir d'État, du déséquilibre du pouvoir économique entre pasteurs et agriculteurs, et des éternelles inimitiés fondées autant sur la classe et la fonction sociale que sur l'origine ethnique. À mesure que l'État voit son statut d'acteur légitime dans les communautés frontalières reculer et subir d'autres dommages dans le cadre de l'action militaire en cours contre les insurgés, par ailleurs entachée de violations des droits humains des civils par des acteurs de la sécurité de l'État, il perd sa capacité à servir d'interlocuteur tiers entre les communautés. Ce vide a été comblé par les insurgés, imposant leur domination par des prises d'otages, des assassinats ciblés et des affronts périodiques à la suite des tueries de masse – lesquelles pourraient être interprétées comme un moyen de punir les communautés pour leur intransigeance et pour avoir tenté de les concurrencer en termes de notoriété auprès d'autres acteurs militants.

Ces développements – en particulier l'opposition entre la démocratie locale et les hiérarchies traditionnelles – ne mènent pas nécessairement à la violence ; en réalité cela n'a même pas été le cas dans d'autres parties du Sahel-Sahara au Niger.⁹³ Dans la région frontalière, cependant, les communautés nigériennes résidentes se sont retrouvées submergées dans la situation d'urgence créée par

92 Ces déductions proviennent de données primaires locales et des observations de l'auteur.

93 Il est probable, toutefois, que la défaite précoce du MNLA face aux groupes djihadistes au Mali ait contribué à endiguer l'expansion de la violence vers le Niger. On peut imaginer qu'une victoire du MNLA dans le nord du Mali aurait conduit à des mouvements similaires dans certaines parties des régions sahélo-sahariennes du Niger.

l'enchevêtrement des conflits qui avaient plongé le nord du Mali dans la guerre insurrectionnelle. Dans les communautés les plus polarisées, Touaregs et Peuls ont dû choisir un camp, et beaucoup parmi les Touaregs « noirs » se sont tournés vers des allégeances transfrontalières fondées sur l'origine ethnique et en opposition à l'État nigérien, qui semblait se ranger derrière leurs oppresseurs. On ne sait vraiment comment l'État pourra reprendre son rôle de modérateur à l'avenir.

RECOMMANDATIONS

Le contraste observé entre Ayorou et Abala démontre qu'une compréhension du contexte local est essentielle. Les recommandations suivantes offrent aux acteurs de l'État nigérien et aux partenaires centraux, locaux et externes des pistes en vue de rétablir l'équilibre et d'atténuer la dynamique exacerbée des conflits dans la région de Tillabéri.

Tout d'abord, une meilleure compréhension des questions sociopolitiques peut aider le gouvernement central à développer une approche des conflits susceptible d'endiguer leur propagation. La réalité de l'interdépendance économique signifie que les conflits sont dommageables à toutes les communautés. À Abala, il s'est avéré possible d'élaborer une politique à travers cette réalité et d'améliorer la situation dans la mesure où des ennemis en viennent désormais à échanger sur le marché. À Ayorou, les griefs des Touaregs « noirs » doivent être pris en compte pour que tout processus de déradicalisation devienne possible. L'interdépendance basée sur la hiérarchisation héritée des relations entre maîtres et esclaves doit notamment être éradiquée. Pour ce faire, une analyse contextuelle spécifique de l'économie politique locale est nécessaire en vue de démêler les fils de l'interdépendance, de la négociation et de la coopération sur la question des ressources. Étant donné la complexité et la sensibilité des relations inter- et intracommunautaires, mais aussi leur importance cruciale vis-à-vis du maintien de la paix, les agents de l'État, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur de la sécurité, devraient être formés de sorte à apprendre et à comprendre la culture et les histoires des lieux où ils sont postés, en plus de lutter contre la corruption et les abus.

Afin de renforcer les efforts de prévention des crises, d'analyse des conflits et de consolidation de la paix déjà en place, une voie pourrait consister à étendre la capacité de la HACP ou à soutenir la création d'une agence similaire qui ne se concentrerait pas uniquement sur l'urgence, mais examinerait également les questions politiques liées aux castes et aux classes. Toute extension des mandats de la HACP doit être sensible au fait qu'elle est actuellement perçue comme étant plus en phase avec les préoccupations des élites.

Deuxièmement, pour parvenir à retrouver les conditions de l'équilibre, il est nécessaire d'améliorer l'interaction des mécanismes institutionnels. À Abala, l'état de violence a comparativement diminué parce que les deux principaux mécanismes institutionnels permettant de maintenir l'équilibre dans les zones rurales, à savoir les élus locaux – le maire adjoint en particulier – et les autorités traditionnelles, étaient sur la même longueur d'onde, et parce que la gendarmerie était perçue comme plus efficace et offrant un plus grand soutien. Ce travail de recherche ne permet pas de déterminer avec certitude s'il existait une base systémique ayant permis l'efficacité de cette coopération. Des recherches plus approfondies, par une analyse des réseaux sociaux peut-être, pourraient faire ressortir la nature précise des interactions entre les relations personnelles au niveau local et leurs répercussions au sein des structures de gouvernance formelles.

Cette meilleure efficacité de la gendarmerie d'Abala peut provenir de la topographie des institutions par rapport à Ayorou. À Abala, le poste de gendarmerie se trouve dans le centre de la ville, à proximité de l'hôtel de ville et d'autres bâtiments publics. À Ayorou, il est situé, pour des raisons pratiques, en dehors de la ville. La distance physique semble avoir créé une barrière psychologique, ce qui pourrait contribuer aux points de vue plus mitigés des habitants d'Ayorou sur la gendarmerie par rapport à Abala. À Inates, les élus locaux et les autorités traditionnelles sont à couteaux tirés. Par conséquent, alors qu'il existe des preuves de coopération institutionnelle à Abala, la perception à Ayorou est que les institutions constituent plutôt une source de conflit.-

La résolution des problèmes à l'origine de la guerre dans la région frontalière est une question politique. Elle dépendra de la vision politique et des capacités du leadership national. Il est plus facile d'émettre des recommandations sur ce qui simplifierait la mise en œuvre d'une telle vision. Ces recommandations relèvent de deux grandes catégories : (1) la mise en place de mécanismes institutionnels visant à maintenir ou à rétablir un équilibre favorable à la paix (chefs, personnel de sécurité rural, élus) ; et (2) l'élaboration d'une campagne de persuasion ciblant les personnes radicalisées ou appartenant aux groupes les plus sensibles à la radicalisation. Elles sont résumées à partir des informations recueillies lors des entretiens et d'un groupe de discussion.

En premier lieu, le gouvernement nigérien devrait professionnaliser les chefs traditionnels. Les lois de 2008 et 2010 donnaient déjà un statut officiel aux chefs en tant qu'agents de l'administration territoriale. S'il peut arriver que des chefs résistent à davantage de formalisation au motif qu'elle détruirait leurs privilèges informels – tout en acceptant les à-côtés formels que prévoit leur statut juridique –, la véritable résistance vient du gouvernement central, en partie parce qu'une plus grande formalisation accorderait à la chefferie le type d'autonomie institutionnelle qui réduirait sa vulnérabilité actuelle à la politisation et aux manipulations.⁹⁴ La professionnalisation de la chefferie est une demande des administrés, comme l'ont souvent indiqué les groupes de discussion. Des normes professionnelles élevées renforceraient la confiance dont les chefs ont besoin pour agir dans des contextes sociaux complexes sans être soupçonnés d'être redevables envers des intérêts sectoriels ou d'être les porte-parole des dirigeants de l'époque. Cela devrait notamment être le cas des chefs de proximité (village, tribu), qui sont les moins professionnels et les moins intégrés au cadre administratif.

Si l'on veut pouvoir affirmer que les élus locaux sont les véritables autorités territoriales à l'heure de la démocratie⁹⁵, leur mandat doit être étendu aux questions foncières. Ces dernières restent l'apanage des chefs, depuis qu'ils ont réussi à s'en emparer à la dernière minute dans les débats sur la démocratisation en 1993. C'était plus facile à l'époque, car le Niger n'avait pas encore entamé sa décentralisation. Les questions foncières, qui incluent l'accès aux ressources naturelles, c'est-à-dire la démarcation entre pâturages et terres agricoles, seraient moins une source de conflit si elles étaient soumises à la démocratie locale avec les normes de responsabilité, de transparence et de publicité qui régissent les règles de décision dans un tel contexte.

94 Les chefs sont sous l'égide du ministère de l'Intérieur et sont souvent considérés comme des actifs stratégiques pendant les campagnes électorales. Les partis au pouvoir utilisent les pouvoirs que confère le mandat pour révoquer ou promouvoir des chefs et créer parfois de nouvelles chefferies. D'autres politiciens – des députés de la majorité comme de l'opposition – s'immiscent dans les affaires de la chefferie à des fins de parrainage dans une circonscription rurale.

95 Équivalents locaux du gouvernement national et de l'assemblée nationale, ils n'ont pas à s'opposer à un roi ou un empereur traditionnel. La professionnalisation des chefs traditionnels faciliterait une telle clarification.

En second lieu, les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont toutes insisté sur l'importance de développer et de communiquer un message de paix. Le leadership national devrait développer sa vision à cet égard et lancer et maintenir une campagne de persuasion durable. Les événements peuvent inclure des forums récurrents similaires à ceux qui ont donné lieu à un accord à Abala en septembre 2019 et qui se sont tenus sous la forme d'un festival culturel. L'attrait émotionnel de la culture est essentiel dans ce contexte, surtout en réponse au message salafiste. Le partage de messages via les réseaux sociaux⁹⁶ et d'autres technologies de l'information adaptées au contexte viendront renforcer la stratégie.

Compte tenu des griefs persistants entre et au sein des groupes ethniques, et de la manière dont ces griefs peuvent motiver les jeunes de tous groupes à rejoindre ou à soutenir le militantisme et le djihadisme, les décideurs politiques pourraient être enclins à tenter des interventions spécifiques en fonction de l'ethnie concernée. Néanmoins, du point de vue des personnes interrogées, les principaux obstacles perçus à la résolution des conflits intercommunautaires proviennent de la perception de leur incapacité à jouer un rôle sur la place publique (du fait des inégalités face aux processus démocratiques ou aux questions de sécurité) et de leur manque d'accès aux décideurs (du fait de leur absence ou de la distance par rapport à la capitale, où est élaborée la macropolitique de sécurité). Les décideurs politiques devraient se méfier des hypothèses qui veulent que la radicalisation individuelle corresponde ou non aux motivations communautaires vis-à-vis de la violence ou de la paix, et soutenir plutôt des plateformes permettant aux communautés locales d'exprimer leurs besoins, leurs frustrations et des solutions potentielles.

Enfin, et surtout, toute vision venant éclairer une politique mise en œuvre par le gouvernement et des intervenants extérieurs doit tenir compte de la légitimité des griefs des groupes pastoraux touaregs « noirs » et peuls. Ce n'est pas le cas actuellement, puisque l'État du Niger et ses alliés occidentaux – la France en particulier – considèrent ces groupes comme des « terroristes » et les traitent avec une hostilité qui renforce un peu plus leur alliance avec les militants salafistes. Des événements récents tels que le massacre avéré de 102 éleveurs touaregs « noirs » et peuls par l'armée nigérienne fin mars 2020 autour d'Inates et d'Ayorou⁹⁷ ne font que souligner l'urgence d'un virage politique soutenu par l'État nigérien et ses alliés et partenaires géopolitiques sur la base de ces recommandations.

CONCLUSION

La prolifération des groupes armés et l'escalade des violences intercommunautaires mettent en lumière la manière dont les acteurs extérieurs exploitent des sites depuis longtemps en proie à la contestation et à l'échec de la gouvernance ainsi que d'autres fissures qui se sont développées au fil du temps à mesure de l'expansion des populations et de l'évolution des moyens de subsistance. La prolifération des groupes révèle également en quoi les mécanismes sur lesquels les communautés s'appuient au niveau local pour limiter la violence et les conflits dépendent profondément de la présence d'un tiers (dans ce cas, l'État) en vue d'un soutien supplémentaire en matière de gestion des conflits là où ces mécanismes échouent. La concurrence pour le contrôle des ressources (tant au sein des communautés pastorales qu'entre éleveurs et agriculteurs), la croissance démographique, la dégradation de l'environnement et la mauvaise gestion ont créé une situation inextricable que le gouvernement n'a pas su résoudre et dont les groupes armés ont su profiter. Ces groupes armés ont été en mesure de monter les communautés les unes contre les autres sur la base des griefs initiaux. À mesure que le conflit s'est poursuivi, l'attention

96 Les extrémistes violents utilisent les réseaux sociaux pour leurs propres campagnes.

97 Mondafrigue, « Niger, cent deux civils massacrés puis ensevelis dans des fosses communes », 22 avril 2020, <https://mondafrique.com/niger-cent-deux-hommes-massacres-puis-ensevelis-dans-des-fosses/>.

des groupes s'est portée sur les moyens de subsistance, principalement par l'adoption de méthodes et de tactiques organisationnelles criminelles et coercitives. L'extorsion, le vol, l'impôt et les assassinats ciblés (qui rappellent les tactiques mafieuses) illustrent la façon dont les djihadistes sont parvenus à détourner des groupes de type GAC de la protection de la communauté ou des règlements de comptes pour en faire des groupes criminels affiliés au terrorisme.

La mobilisation armée des communautés et les groupes armés communautaires ayant des affiliations ethniques au Niger sous leur forme actuelle, doivent être considérés comme le résultat de l'effondrement des mécanismes sociopolitiques hybrides qui avaient su maintenir un équilibre précaire au gré de plusieurs rébellions touarègues et réformes des processus de gouvernance locale. Le rôle mouvant des chefs traditionnels dans un processus de démocratisation et de décentralisation, l'évolution démographique augmentant le pouvoir représentatif des agriculteurs par rapport aux éleveurs, de même que les alliances à court terme entre forces militaires occidentales et groupes militants font tous partie intégrante de l'environnement sécuritaire compliqué dans les régions situées à la frontière entre le Niger et le Mali. Dans la recherche de solutions à l'aggravation de l'insécurité, il est impératif que décideurs politiques et praticiens tiennent compte des fruits des relations économiques et politiques interdépendantes historiques et prennent garde à ne pas attiser de griefs tout aussi historiques entre et au sein des diverses populations considérant le Niger comme leur patrie.

BIBLIOGRAPHIE

- Abadie, Maurice. *La Colonie du Niger. Afrique centrale*. Paris : Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1927.
- Afrobaromètre. « Résumé des résultats. Sixième série de l'enquête Afrobaromètre au Niger, 2015 », LASDEL, avril 2015. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Summary%20of%20results/ngr-r6-sor.pdf>.
- Armstrong, Hannah. « Derrière l'attaque jihadiste d'Inates au Niger », *International Crisis Group*, 13 décembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/behind-jihadist-attack-inates>
- Barry, Abdoul W., B. Lynn Salinger et Selina Pandolfi. « Sahelian West Africa: Impact of Structural Adjustment Programs on Agricultural Competitiveness and Regional Trade » (« Afrique de l'Ouest sahélienne : Impact des programmes d'ajustement structurel sur la compétitivité agricole et le commerce régional »), African Economic Policy Discussion Paper numéro 37, décembre 2000 http://hubrural.org/IMG/pdf/usaid_impact_structural_adjustments_on_ag_competitiveness.pdf (en anglais).
- Bernier, Xavier. « Les conséquences des sécheresses récentes sur le développement agropastoral au nord de Filingué (Niger) ». Thèse, université Joseph Fourie, Grenoble, 1988.
- Boilley, Pierre. *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*. Paris : Karthala, 1999.
- Bourgeot, André. *Les Sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistances*. Paris : Karthala, 1995.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Système d'information sur le pastoralisme au Sahel : Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel 1970-2012 », 2012. <https://www.fao.org/3/i2601f/i2601f.pdf>.
- Cameron Glenn, Mattisan Rowan, John Caves et Garrett Nada, « Timeline: the Rise, Spread, and Fall of the Islamic State » (« Chronologie : La montée, l'expansion et la chute de l'État Islamique »), *Wilson Center, The Islamists*, 2016. <https://www.wilsoncenter.org/article/timeline-the-rise-spread-and-fall-the-islamic-state> (en anglais).
- Guichaoua, Yvan. « Mali-Niger : une frontière entre conflits communautaires, rébellion et djihad », *Le Monde*, 20 juin 2016. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/20/mali-niger-une-frontiere-entre-conflits-communautaires-rebellion-et-djihad_4954085_3212.html.
- Gouvernement de la République du Niger. *Le Programme d'action du Niger 2001-2010*. Document de conférence, Nations Unies, 2000.
- Hahonou, E. K. *Les Pouvoirs locaux à Ballevara*. Niamey : LASDEL, 2002.
- Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). « Mission de la HACP ». Consulté le 25 mars 2021. <http://www.hacp-niger.org/>.
- Hoinathy, Remadji, et Daniel Eizenga. *The State of Secularism in Chadian Higher Education: Testing Perceived Ties to Violent Extremism* (« L'état de la laïcité dans l'enseignement supérieur au Tchad : tester les liens perçus avec l'extrémisme violent »). Washington, DC : RESOLVE Network, 2019. <https://doi.org/10.37805/lcb2019.2> (en anglais).
- Hourst, Émile. *La Mission Hourst sur le Niger et au pays des Touaregs*. Paris : Plon, 1898.
- Human Rights Watch. « Sahel: End Abuses in Counterterrorism Operations » (« Sahel : En finir avec les abus dans les opérations de lutte contre le terrorisme »), 13 février 2021. <https://www.hrw.org/news/2021/02/13/sahel-end-abuses-counterterrorism-operations> (en anglais).
- Idrissa, Rahmane. « Traditional authorities in Niger: Politicization and under-representation » (« Autorités coutumières au Niger : politisation et sous-représentation »), dans *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya* (« La fin du statu quo ? La légitimité des autorités coutumières dans les zones de gouvernance hybride au Mali, au Niger et en Libye »), sous la direction de Fransje Molenaar, Jonathan Tossell, Anna Schmauder, Abdourahmane Idrissa et Rida Lyammouri, 52-73. La Haye : Institut Clingendael, 2019. https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/ (en anglais).
- Idrissa, Rahmane. *Un dialogue sur fond de divergence : L'impact de la politique migratoire européenne sur l'intégration Ouest-Africaine. Les cas du Nigeria, du Mali et du Niger*. Berlin : fondation Friedrich-Ebert, Section Afrique, 2019. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15340.pdf>.
- International Crisis Group. « Court-circuiter l'État Islamique dans la région de Tillabéri au Niger », 3 juin 2020. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/289-sidelining-islamic-state-nigers-tillabery>
- IRIN News. « Briefing: The new Jihadist strategy in the Sahel » (« Briefing : la nouvelle stratégie djihadiste au Sahel »), *Africa Renewal*, 4 février 2016. <https://www.un.org/africarenewal/sahel/news/briefing-new-jihadist-strategy-sahel> (en anglais).
- Jamart, Clara. « Le Code Rural au Niger et les enjeux du pastoralisme », AGTER, mars 2011. https://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-34.html.
- Lund, Christian. « Precarious democratization and local dynamics in Niger: micro-politics in Zinder » (« Démocratisation précaire et dynamique locale au Niger : micro-politique à Zinder »), *Development and Change* 32, n° 5 (2001) : 845-69. <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00229> (en anglais).
- McGann, Bethany. « Hybridity and Fragmentation: Implications for Regional Security Policy in the Sahel and Beyond » (« Hybridité et fragmentation : implications pour la politique de sécurité régionale au Sahel et au-delà »), dans *Extremisms in Africa Volume 3*, sous la direction de Stephen Buchanan-Clarke, Lloyd Coutts, Susan Russell, Alain Tschudin et Craig Moffat, 284-313. Good Governance Africa, 2020.
- Mohamadou, Abdoulaye. « Foncier, pouvoirs locaux et décentralisation dans le département de Dakoro (Niger) ». *Bulletin de l'APAD*, 31-32 (2010) : 105-136. <https://doi.org/10.4000/apad.4052>

- Molenaar, Fransje, Jonathan Tossell, Anna Schmauder, Abdourahmane Idrissa, et Rida Lyammouri. *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya* (« La fin du statu quo ? La légitimité des autorités coutumières dans les zones de gouvernance hybride au Mali, au Niger et en Libye »). La Haye : Institut Clingendael, 2019. https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/ (en anglais).
- Molenaar, Fransje, Jonathan Tossell, Anna Schmauder, Abdourahmane Idrissa, et Rida Lyammouri. « The historical trajectory of traditional authority structures in Mali, Niger and Libya » (« La trajectoire historique des structures d'autorité traditionnelles au Mali, au Niger et en Libye »). Dans *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya* (« La fin du statu quo ? La légitimité des autorités coutumières dans les zones de gouvernance hybride au Mali, au Niger et en Libye »), sous la direction de Fransje Molenaar, Jonathan Tossell, Anna Schmauder, Abdourahmane Idrissa et Rida Lyammouri, 26-52. La Haye : Institut Clingendael, 2019. https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/2-the-historical-trajectory-of-traditional-authority-structures-in-mali-niger-and-libya/ (en anglais).
- Mondafrique. « Niger, cent deux civils massacrés puis ensevelis dans des fosses communes », 22 avril 2020. <https://mondafrique.co/niger-cent-deux-hommes-massacres-puis-ensevelis-dans-des-fosses/>.
- Niger24.org. « Forum de Banibangou : Prévenir et gérer les conflits grâce au dialogue intercommunautaire », *Niamey.com*, 14 août 2013. <http://news.aniamey.com/h/3757.html>.
- Normand, Nicolas. « Le Sahel peut-il retrouver la paix ? » *Commentaire* 4, n° 164 (2018) : 839-846.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. *Les Sociétés songhay-zarma, Niger-Mali : chefs, guerriers, esclaves, paysans*. Paris : Karthala, 1984.
- Oumarou, Hamani, *La Construction du « local » et la gouvernance communale par le bas. L'exemple de la commune rurale de Banibangou (Niger)*. Niamey : LASDEL, 2011.
- Oxford Research Group. « The Military Intervention in Mali and Beyond: An Interview with Bruno Charbonneau » (« L'intervention militaire au Mali et au-delà : Un entretien avec Bruno Charbonneau »), 28 mars 2019. <https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/blog/the-french-intervention-in-mali-an-interview-with-bruno-charbonneau> (en anglais).
- Peace Insight. « Timidria, L'Association de Défense des Droits de L'Homme et de Développement », <https://www.peaceinsight.org/conflicts/niger/peacebuilding-organisations/timidria/>
- Radio France Internationale. « AQMI, MUJAO, MNLA : un rapport de force complexe ». 5 juillet 2012. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20120705-aqmi-mujao-mnla-rapport-force-complexe>.
- Radio France Internationale. « Niger : les djihadistes ciblent les chefs de village ». 24 novembre 2019. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191124-niger-jihadistes-chefs-villages>
- Raynaut, Claude, et Souleymane Abba. « Trente ans d'indépendances : repères et tendances ». *Politique Africaine*, 38 (juin 1990) : 3. <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1629/files/2020/05/038003.pdf>.
- Rhissa, Zakary. *Revue du secteur de l'élevage au Niger*. FAO/SFW, 2010. https://reca-niger.org/IMG/pdf/Niger_Revue_national.pdf.
- Rossi, Benedetta. *From Slavery to Aid. Politics, Labour, and Ecology in the Nigerien Sahel, 1800-2000* (« De l'esclavage à l'aide. Politiques, travail et écologie dans le Sahel nigérien, 1800-2000 »). Cambridge : Cambridge University Press, 2015.
- Stewart, Scott. « Mali besieged by Fighters Fleeing Libya » (« Le Mali assiégé par les combattants qui fuient la Libye »), *Stratfor Worldview*, 2 février 2012. <https://worldview.stratfor.com/article/mali-besieged-fighters-fleeing-libya>. (en anglais).
- Tidjani Alou, Mahaman S. « Decentralization in Niger: An Attempt Approach » (« Décentralisation au Niger : Une tentative d'approche »), université Columbia, 1999. <https://www.ciesin.columbia.edu/decentralization/English/CaseStudies/Niger.pdf> (en anglais).
- Tidjani Alou, Mahaman. *La Chefferie au Niger et ses transformations*. Niamey : LASDEL, 2009.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. « L'État Islamique au Grand Sahara [EIGS] » <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/islamic-state-greater-sahara-isgs>
- Van Metre, Lauren. *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*. Washington, DC : RESOLVE Network, 2019. https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf
- Villalón, Leonardo, et Rahmane Idrissa. « A Decade of Experimentation. Institutional Choices and Unstable Democracy in Niger » (« Une décennie d'expérimentation. Choix institutionnels et démocratie instable au Niger »). Dans *The Fate of Africa Democratic Experiments. Elites and Institutions* (« Le destin des expériences démocratiques africaines. Élités et institutions »). Sous la direction de Leonardo Villalón et Peter VonDoepp, 27-48. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press, 2005.
- Vellturo, Madeline. « Fulani and Jihad in West Africa: a complex relationship » (« Les Peuls et le djihad en Afrique de l'Ouest : une relation complexe »), *Good Governance Africa*, 13 octobre 2020. <https://gga.org/fulani-and-jihad-in-west-africa-a-complex-relationship/>. (en anglais)
- Schweitzer, Yoram. « Palestinian Female Suicide Bombers: Reality Vs. Myth. » (« Femmes palestiniennes kamikazes : Réalité ou mythe »). Mémoire n° 84. Jaffee Center for Strategic Studies à l'université de Tel Aviv, 2006.
- Sjoberg, Laura et Caron Gentry. *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics* (« Mères, monstres, prostituées : La violence des femmes dans la politique mondiale »). Londres : Zed Books, 2007.
- Sjoberg, Laura et Caron Gentry. *Women, Gender, and Terrorism* (« Femmes, genre et terrorisme »). Berkeley : University of California Press, 2009.

- Sidibé, Kalilou. « Security Management in Northern Mali: Criminal Networks and Conflict Resolution Mechanisms (« Gestion de la sécurité dans le nord du Mali : réseaux criminels et mécanismes de résolution des conflits) ». IDS Research Reports 77 (2012) : 1–103 (bilingue).
- Specht, Irma. *Red Shoes: Experiences of Girls-Combatants in Liberia* (« Les chaussures rouges : expériences des filles combattantes au Libéria »). Bureau international du travail, Genève, 2006.
- Stack, Alisa. « Zombies versus Black Widows: Women as Propaganda in the Chechen Conflict » (« Zombies contre veuves noires : les femmes, outils de propagande dans le conflit tchéchène »). Dans *Women, Gender and Terrorism* (« Femmes, genre et terrorisme »), sous la direction de Laura Sjoberg et Caron E. Gentry, 83-95. University of Georgia Press, 2011.
- Steim, Judith. « The Effect of Myths about Military Women on the Waging of War » (« L'effet des mythes au sujet des femmes militaires sur la conduite de la guerre ») dans *Women and the Military System (Les femmes et le système militaire)*, sous la direction d'Eva Isaksson. New York : St. Martin's, 1988.
- Straus, Scott. *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa* (« Faire et défaire les nations : guerre, leadership et génocide dans l'Afrique moderne »). Cornell University Press, 2015.
- Tamaru, Nanako et Marie O'Reilly. « How Women Influence Constitution Making After Conflict and Unrest (« L'influence des femmes dans l'élaboration de la constitution après un conflit et des troubles »). Inclusive Security, janvier 2018.
- Trisko Darden, Jessica, Alexis Henshaw et Ora Szekely. *Insurgent Women: Female Combatants in Civil Wars* (« Femmes insurgées : les femmes combattantes dans les guerres civiles »). Georgetown University Press, 2019.
- Thomas, Jakana L. et Kanisha D. Bond. « Women's Participation in Violent Political Organizations (« La participation des femmes aux organisations politiques violentes »), *American Political Science Review* 109, n° 3 (2015) : 488-506.
- Thomas, Jakana L. et Reed M. Wood. « The Social Origins of Female Combatants (« Les origines sociales des femmes combattantes »). *Conflict Management and Peace Science* 35, n° 3 (2018) : 215-232.
- Tripp, Aili Mari, Casimiro, Isabel, Kwesiga, Joy et Mungwa, Alice. « African Women's Movements » (« Mouvements de femmes africaines »). Dans *Changing Political Landscapes* (« Paysages politiques changeants »). Cambridge University Press, 2009.
- Tripp, Aili Mari. *Women and Power in Post-Conflict Africa* (« Les femmes et le pouvoir en Afrique post-conflit »). Cambridge University Press, 2015.
- United States Department of State. « 2017 Trafficking in Persons (« La traite d'êtres humains en 2017 »).
- Uchendu, Egodi. *Women and conflict in the Nigerian Civil War* (« Les femmes et les conflits dans la guerre civile nigériane »). Trenton, NJ : Africa World Press, 2007.
- Utas, Mats. « Sweet Battlefields: Youth and the Liberian Civil War » (« Champs de bataille d'opérette : la jeunesse et la guerre civile libérienne »). Dissertations de l'université Uppsala en anthropologie culturelle, université d'Uppsala, 2003.
- Van Metre, Lauren. *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*. Washington, DC : RESOLVE Network, 2019. https://www.resolve.net.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf.
- Van Allen, Judith. « Aba Riots or the Igbo Women's War? Ideology, Stratification and the Invisibility of Women » (« Émeutes d'Aba ou guerre des femmes Igbo ? Idéologie, stratification et invisibilité des femmes »). *Ufahamu : A Journal of African Studies* 6, n° 1 (1975) : 11-39.
- Victor, Barbara. *Shahidas : femmes kamikazes de Palestine*. Flammarion Québec, 2003.
- Viterna, Jocelyn. *Women in War: The Microprocesses of Mobilization in El Salvador* (« Les femmes face à la guerre : les microprocessus de mobilisation au Salvador »). Oxford University Press, 2013.
- Warner, Jason et Hilary Matfess. « Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers » (« L'explosion des stéréotypes : Les caractéristiques opérationnelles et démographiques inattendues des auteurs d'attentats-suicides de Boko Haram »). Combating Terrorism Center, 2017.
- « Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram » (Les sentinelles du lac Tchad : Les groupes d'autodéfense contre Boko Haram), International Crisis Group, n° 244, février 2017.
- Watson, Ruth. « Ibadan—A Model of Historical Facts': Militarism and Civic Culture in a Yoruba City » (« Ibadan – Un modèle de faits historiques : militarisme et culture civique dans une ville yoruba »). *Urban History* (1999) : 5–26.
- Wood, Elisabeth Jean. « The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks » (« Les processus sociaux de la guerre civile : La transformation des réseaux sociaux en temps de guerre »). *Annual Review of Political Science* 11 (2008) : 539–661.
- Wood, Reed M. *Female Fighters: Why Rebel Groups Recruit Women for War* (« Femmes combattantes : pourquoi les groupes rebelles recrutent des femmes pour la guerre »). Columbia University Press, 2019.
- Wood, Reed M. et Jakana L. Thomas. « Women on the Frontline: Rebel Group Ideology and Women's Participation in Violent Rebellion » (« Les femmes au front : Idéologie des groupes rebelles et participation des femmes à la rébellion violente »). *Journal of Peace Research* 54, n° 1 (2017) : 31-46.

À propos des auteurs

Le **Dr Abdourahmane (Rahmane) Idrissa** est politologue au Centre d'études africaines de l'université de Leyde. Il est docteur en sciences politiques de l'université de Floride. L'expertise d'Idrissa en matière de recherche va des questions d'État, des institutions et de la démocratisation en Afrique au radicalisme salafiste au Sahel et à l'histoire de la formation des États en Afrique, avec une spécialisation à la fois sur les époques moderne (Niger) et prémoderne (Songhaïs). Idrissa est également associé au laboratoire de sciences sociales LASDEL, basé à Niamey, dirige le think tank EPGA et fait partie du comité de rédaction de l'African Studies Quarterly de l'université de Floride.

Bethany L. McGann était chargée de programme à l'Institut des États-Unis pour la paix, dirigeant le portefeuille de recherche sur l'Afrique avec le RESOLVE Network, le volet recherche de l'équipe Extrémisme violent au sein du Center for Applied Conflict Transformation (« Centre de transformation appliquée des conflits »). Elle a rejoint l'USIP en 2014, soutenant ses travaux sur la gouvernance, la justice et l'État de droit avant de rejoindre l'équipe du RESOLVE Network en 2016. McGann a dirigé la conception et la mise en œuvre de recherches documentaires et études de terrain pluriannuelles financées par l'USAID axées sur : les acteurs armés sous-étatiques sahéliens, les milices et les assemblées de sécurité locales, le rôle des femmes dans la mobilisation des communautés armées en Afrique de l'Est et de l'Ouest et les mécanismes locaux de consolidation de la paix dans les contextes touchés par l'extrémisme violent.

RESOLVE NETWORK

better research • informed practice • improved policy on violent extremism •

www.resolvenet.org



Hébergé au sein de l'Institut des États-Unis pour la Paix (U.S Institute of Peace) RESOLVE s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies de l'Institut d'un engagement profond dans les communautés en proie au conflit.



RESOLVE tient à remercier l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour le généreux soutien apporté à ce rapport et à la Community-Based Armed Groups Initiative (« Initiative de recherche sur les groupes armés communautaires ») de RESOLVE.



RESOLVE

NETWORK



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE

Pour que la Paix soit possible